10e année. — N° 176. — 10 Juin 1934. Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

De grands travaux, oui, mais pas aux frais des vieux travailleurs

Pourquoi la IIIme Internationale n'a pas fait la Révolution

par R.-W. POSTGATE

LES PROFESSEURS DE LYCÉE ET L'ADHÉSION A LA C.G.T.

par H. FAURÉ

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X^e)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (X^e)

Celle relative à l'administration à *BARAT*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (x^e)

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

De grands travaux, oui, mais pas aux frais des vieux travailleurs !

Ce que la C.G.T. avait prévu, avant guerre, vient de se réaliser.

L'histoire de la Caisse des Invalides de la Marine, mise au pillage depuis Colbert successivement par tous les régimes, se répète avec les Caisses d'Assurances Sociales.

Sous le paravent de « grands travaux » et de « lutte contre la crise », le gouvernement Doumergue-Herriot-Marquet a décidé par un décret-loi — d'ailleurs illégal — **de mettre la main sur les trois-quarts de l'avoir des Caisses d'assurance-vieillesse.**

Les trois-quarts des sommes possédées par celles-ci devront désormais être **obligatoirement** prêtées par elles aux collectivités d'Etat pour l'exécution de leurs travaux, **à un taux d'intérêt que l'Etat fixera souverainement.**

Or c'est exclusivement avec les intérêts des sommes possédées par les Caisses que sont constituées les retraites des travailleurs soumis à l'assurance. « Les tarifs d'assurance-vieillesse... sont calculés d'après le taux d'intérêt des placements » déclare l'article 14 de la loi d'Assurances Sociales. Plus ces intérêts sont élevés, plus forte est donc la retraite ; plus ces intérêts sont bas, moindre est la retraite.

Libre désormais de fixer le taux d'intérêt des sommes empruntées aux caisses d'assurance-vieillesse comme il l'entend, le ministre du Travail — on peut en être certain — le fixera toujours à un taux inférieur à celui auquel ces Caisses pourraient les placer si elles étaient libres d'en disposer, et plus cela ira — on peut en être non moins certain — plus la différence entre les deux taux s'accentuera.

Alors que capitalistes et rentiers continueront librement de prêter leur argent à l'Etat au prix fort, les travailleurs devront lui prêter les sommes qui, à chaque paie sont prélevées sur leurs salaires, à des taux de 20, 40, 50 % inférieurs, ce qui diminuera leurs retraites de 20, 40, 50 % !

Des centaines de millions, voire des milliards seront ainsi soustraits chaque année à la classe ouvrière.

C'est un vol !

Un vol qui, comme toujours, a lieu **au détriment des plus pauvres.**

Contre le décret-loi spoliateur,

Dressez-vous, salariés !

DÉFENDEZ LE PAIN DE VOS VIEUX JOURS !

Demandez à vos syndicats d'organiser la lutte contre la ratification du décret-loi scélérat,

Et, pour éviter tout nouveau vol de cette sorte, réclamez avec la C.G.T. d'avant-guerre, l'établissement d'un système de **répartition**, c'est-à-dire un système où les sommes prélevées chaque année sur vos salaires soient chaque année réparties entre les retraités — au lieu du système actuel de **capitalisation** qui entasse — proie toujours à la disposition de l'Etat — des dizaines de milliards de vos salaires, dont l'intérêt seul doit servir à payer vos retraites.

A BAS LE DÉCRET-LOI MARQUET !
décret de vol !

A BAS LA CAPITALISATION !
constitution d'un trésor à la disposition des voleurs !

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les Caisses d'Assurances Sociales ne seront plus que des pompes à phynances

On a vu en première page quelle formidable escroquerie à l'égard des retraites ouvrières, constitue le décret-loi de M. Marquet. Après que son collègue Germain-Martin eut spolié les fonctionnaires d'une partie de leurs retraites, il était naturel que le ministre du « Travail » en fît autant à l'égard des travailleurs de l'industrie privée. C'est ce que ces Messieurs appellent l' « égalité dans les sacrifices ».

Mais ce n'est pas tout ; ce décret comporte autre chose ; autre chose d'aussi significatif.

On sait que la loi sur les Assurances Sociales autorisait les Caisses d'assurances à employer la moitié de leurs disponibilités en prêts à des sociétés d'habitation à bon marché et à des institutions d'hygiène sociale, en constructions de préventorium, maisons de cure, etc...

Cette disposition était apparue alors à nombre d'organisations cégétistes comme d'une importance primordiale : elle donnait aux caisses ouvrières d'assurances la possibilité d'intervenir largement dans le domaine de l'hygiène sociale ; celle-ci, à peu près inexistante jusque là en France, allait pouvoir être édifiée par les soins et sous le contrôle des syndicats ouvriers.

Eh bien ! cette disposition de la loi des assurances sociales est purement et simplement supprimée par le décret-loi Marquet.

La loi, qui avait autorisé le gouvernement à prendre des décrets-lois, avait strictement limité cette autorisation aux mesures ayant pour objet de réaliser des économies budgétaires ; la suppression de la possibilité pour les Caisses d'assurances de placer partie de leurs fonds en de tels prêts ne saurait procurer, ni directement, ni indirectement, aucune économie au budget ; elle est donc rigoureusement illégale. Qu'importe ! Marquet s'asseoit sur la légalité, à la condition, bien entendu — en bon fasciste qu'il est — que ce soit au détriment des travailleurs.

Désormais donc, et contrairement à la loi, la totalité des ressources des Caisses d'assurances, de toutes les caisses, même celles dont l'argent n'est pas employé aux « grands travaux », devra être exclusivement employée à des placements en valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat (1).

Les Caisses d'assurances sociales ne seront donc plus qu'une formidable machine à drainer l'argent des ouvriers dans les caisses de l'Etat. Leur possibilité de jouer un rôle « constructif », d'utiliser à des œuvres d'intérêt ouvrier collectif, l'argent prélevé sur la paie des ouvriers, disparaît totalement. De simples pompes pour alimenter la Trésorerie de l'Etat, voilà ce qu'elles deviendront si le décret-loi, scélérat et illégal, de Marquet, est ratifié.

(1) Sauf un montant de 10 % qui pourra être employé à l'achat d'immeubles de rapport.

L'otage Jouhaux

Toujours par le même décret-loi, est instituée une « commission des grands travaux », chargée de donner son avis sur les travaux à exécuter avec l'argent soustrait aux retraites des travailleurs. Cette commission est formée de 26 membres qui se décomposent ainsi : 3 ministres, 16 hauts fonctionnaires (directeurs de ministères, conseillers d'Etat, etc...), 3 représentants patronaux (présidents de chambre de commerce, etc...), 3 mutualistes, et... Léon Jouhaux.

Voilà où aboutit la politique de la « présence » !

Supposez tout ce que vous voudrez, que Jouhaux soit aigle et Hercule, vous ne pourrez tout de même pas prétendre que sa « présence » en une telle commission puisse aboutir à quoi que ce soit. « Seul contre trois » passe peut-être encore, mais seul contre 25 !

Et cependant Jouhaux est là, et ce n'est pas par hasard. Quelques-uns n'y verront sans doute qu'une combinaison de politiciens, manœuvre de néos contre orthos. Sans doute — mais il y a aussi autre chose. On a eu soin de ne donner à Jouhaux qu'une place qui, en tout état de cause, ne peut être qu'honorifique, mais, même les honneurs, ça ne se donne pas gratuitement. Et ce n'est pas, en effet, pour ses beaux yeux qu'on la lui a donnée.

En occupant une place dans l'organisme forgé par le décret-loi sur les assurances, dit des «grands travaux », Jouhaux, qu'il le veuille ou non, apporte l'adhésion de la C.G.T. à tout le décret.

1° Sa « présence » valide le principe même des décrets-lois ; nommé en vertu d'un décret-loi, Jouhaux rend ainsi caduques toutes protestations, aussi bien passées que futures, de la C.G.T. à l'égard de la procédure des décrets-lois, reconnus désormais, en fait, par elle, comme un procédé valable de gouvernement.

2° Sa « présence » valide la spoliation dont sont victimes les assurés sociaux ; en siégeant dans la commission des grands travaux, Jouhaux se rend personnellement complice de la diminution des retraites provenant du fait que pour l'exécution de ces travaux on emprunte de force l'argent des ouvriers à des taux d'intérêt inférieurs à celui auquel prêtent, aux mêmes collectivités et dans les mêmes conditions, les capitalistes.

3° Sa « présence » valide la suppression, réalisée pour toutes les caisses par le même décret que celui qui l'intronise, de la liberté de leurs placements ; Jouhaux accepte sans sourciller que soit supprimée cette faculté pour les Caisses de fonder l'hygiène sociale ouvrière que la C.G.T. avait naguère saluée comme l'aurore d'un monde nouveau ; il se fait publiquement le fossoyeur des illusions dont lui-même s'était fait le champion.

Il faut commencer par avilir, afin de pouvoir ensuite détruire. Dignes élèves d'Hitler et de ses patrons, Marquet et ses patrons savent que pour détruire l'organisation ouvrière, il faut d'abord l'avilir. Ce n'est qu'une fois qu'ils furent déshonorés par leur alliance avec Schleicher et leurs

tentatives d'alliance avec les nazis eux-mêmes, qu'on se hasarda à détruire les syndicats allemands. L'intégration du secrétaire de la C.G.T. dans une œuvre de spoliation de l'argent ouvrier et de la destruction de libertés ouvrières, est un moyen de déshonorer la C.G.T. afin de rendre facile, plus tard, sa destruction.

Corporatisme = suppression du suffrage universel

L'histoire politique du XIX[e] siècle se résume presqu'entièrement, en Europe occidentale tout au moins, dans la conquête du suffrage universel. C'est pour « conquérir » le suffrage universel qu'eurent lieu, en France les révolutions de 1830 *et de* 1848 *; pour le maintenir, qu'eut lieu, en partie, la Commune de* 71. *C'est pour le suffrage universel que le chartisme secoua pendant près de vingt années toute l'Angleterre, et l'histoire parlementaire de celle-ci ne fut guère, pendant un demi-siècle, que celle des diverses « réformes électorales » qui, bribes par bribes, finirent par l'instituer. Plus récemment, la seule grande lutte politique que nous avons vu se produire chez nos voisins belges, fut celle qui, quelques années avant la guerre, avait pour objectif l'établissement du suffrage universel par la suppression du suffrage plural.*

Tout en ayant besoin du suffrage des « masses » pour la destruction des restes de l'ancien régime, ce ne fut tout de même qu'en rechignant, et seulement sous la poussée directe de ces masses, que la bourgeoisie consentit au suffrage universel, ou plus exactement, à un suffrage à peu près universel (2).

C'est qu'elle pressentait le danger que celui-ci était susceptible de faire courir à son pouvoir, le jour où le prolétariat croîtrait en conscience et en organisation. Si considérables que soient les moyens d'« éducation » (bourrage de crânes) et de corruption dont dispose la bourgeoisie, ceux-ci doivent nécessairement devenir de moins en moins efficaces au fur et à mesure que la classe ennemie croît en force — elle qui a la supériorité du nombre.

La destruction du suffrage universel est donc devenue peu à peu le principal objectif de la bourgeoisie ; au lendemain même du jour où le suffrage universel se généralisait dans l'Europe presqu'entière, sa destruction commençait. L'arme de la destruction fut, comme toujours, la violence : par le fer et le feu, Mussolini, Hitler, Dollfus ont supprimé, en même temps que l'organisation ouvrière, — et condition même de cette suppression — le suffrage universel. Mais, une fois que la violence a fait son œuvre, elle éprouve le besoin de se « justifier » si l'on peut dire, de se « légaliser » en se recouvrant d'une idéologie. Pour remplacer la vieille idée motrice du XIX[e] siècle, qui avait abouti au suffrage universel, celle que tous les hommes sont égaux, qu'un homme en vaut un autre, que tout homme a donc le droit de participer autant qu'un autre à la conduite de l'état, le fascisme a lancé l'idée de la « représentation corporative ».

Le prétexte du corporatisme est cette idée juste, de Marx et des syndicalistes, que la production, base de la société, doit être aussi à la base de l'Etat, mais la vérité est qu'il s'agit simplement de supprimer le suffrage universel, en établissant, à la place, un système de suffrage plural, plus « plural » qu'il n'y en eut jamais, un système grâce auquel le patron dispose à lui seul d'autant de voix que tous ses ouvriers.

Comment sont, en effet, constituées les Chambres corporatives ? — Ce sont des Chambres composées de délégués des différentes industries, dont le nombre pour chaque industrie, est le même pour les patrons que pour les ouvriers. *Si dans une corporation il y a* 1.000 *patrons et* 100.000 *ouvriers, ces* 1.000 *patrons auront autant de délégués, autant de « députés » que leurs* 100.000 *ouvriers, ce qui revient à dire que pour la nomination des membres de la Chambre, chaque patron disposera en fait de* 100 *voix, pour* 1 *à l'ouvrier.*

C'est cela le corporatisme, et pas autre chose ; c'est l'institution d'un régime de suffrage plural inouï, où le droit de suffrage ouvrier est réduit presqu'à zéro, comparativement à celui du patron.

Un Conseil national économique ? - Si l'on veut, mais.... élu au suffrage universel

Tel est donc le système corporatiste, celui de Mussolini et de Dollfus. Et aussi celui... que recommande le pape, cet éternel champion de l'inégalité humaine.

Mais c'est aussi le système qu'on tente également d'introduire en France, au moins partiellement, sous le couvert du Conseil National Economique.

Le Conseil National Economique actuel, bien que non élu, est constitué sur des bases analogues à celles des « Parlements » de Mussolini et de Dollfus, sur des bases plus ou moins « paritaires », avec une représentation égale des patrons et des ouvriers. Tant qu'il est un Conseil nommé et n'ayant qu'un rôle consultatif, cela n'a aucune importance. C'est une pure assemblée décorative, sans aucun pouvoir, destinée uniquement à gonfler de vanité les imbéciles qui aiment à coller un titre après leur nom, ou qui s'imaginent que lorsqu'ils ont siégé quelque part, voté ou pondu un rapport, ils ont fait quelque chose.

Il n'en serait plus de même si le Conseil National Economique venait à être élu et à disposer de pouvoirs réels. Si restreints que soient ceux-ci, s'ils sont exercés par une assemblée « paritaire », où les patrons auraient autant de délégués que les ouvriers, cela constitue la suppression des droits du suffrage universel ; ce sont des pouvoirs d'Etat exercés par une assemblée non élue au suffrage universel ; c'est du fascisme.

Que l'on institue, si l'on veut, un Conseil National Economique doté de pouvoirs, et pour le-

(2) Je dis « à peu près », car dans presque tous les pays où le suffrage universel subsiste encore, un découpage arbitraire des circonscriptions donne, en fait, plus de voix à certains éléments de la population qu'à d'autres. En France, par exemple, les circonscriptions rurales ont à peu près moitié moins d'habitants que celles ouvrières, de sorte que le paysan se trouve, en fait, disposer de deux voix contre une à l'ouvrier; à Paris, les quartiers bourgeois du centre ont droit à un conseiller municipal pour un nombre d'électeurs qui est à peine le quart ou le cinquième de celui des quartiers ouvriers, qui n'ont droit aussi qu'à un seul conseiller.

quel les délégués seraient élus par industries au lieu de l'être, comme nos députés, uniquement par circonscriptions territoriales, — mais à une condition : c'est que ces délégués soient élus au suffrage universel, que la voix d'un patron n'ait pas plus de poids que celle d'un ouvrier. S'il y a 100.000 *personnes dans l'industrie métallurgique, ouvriers, contremaîtres, ingénieurs, patrons, que chacune de ces* 100.000 *personnes ait autant de droit, et pas plus qu'un autre. Que les* 100.000 *patrons et ouvriers, votent en un corps électoral unique pour la désignation des délégués de la métallurgie, ou bien — si l'on entend maintenir une représentation séparée des patrons et des ouvriers, — que les uns et les autres aient leurs propres délégués, mais en nombre rigoureusement proportionnel à celui des électeurs.*

Certes, ce n'est là nullement une solution syndicaliste, et on n'entend nullement la présenter comme telle, mais c'est la seule qui reste dans le cadre démocratique. Tout autre mode d'élection est un pas dans la voie de la suppression du suffrage universel, dans la voie du corporatisme fasciste.

Par la déflation vers l'inflation ?

Nous disions tout récemment, à propos de l'Allemagne, qu'il n'y avait aucune contradiction entre « déflation », pseudonyme de baisse des salaires, et « inflation », pseudonyme de fausse monnaie. La France va peut-être nous fournir à brève échéance un nouvel exemple de cette non-contradiction.

Doumergue et Germain-Martin ont sérieusement reculé depuis un mois, dans leur projet de « réforme fiscale ». On se rappelle que leur premier projet comportait une diminution des impôts sur les revenus des capitalistes (diminution de l'impôt général sur le revenu, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, de l'impôt sur les bénéfices commerciaux), qui aurait été compensée par une augmentation massive de l'impôt sur les salaires, celui-ci devant s'appliquer désormais à tous les salaires de plus de 7.000 frs. C'était vraiment un peu fort de café.

Un premier recul se produisit : on déclara qu'on maintiendrait à 10.000 *frs le chiffre minimum des salaires frappés par l'impôt, mais seuls devaient continuer à être diminués les impôts sur les capitalistes. Sans doute de nouvelles interventions se produisirent-elles pour faire remarquer qu'il était vraiment dangereux de ne « déflationner » que les capitalistes, et qu'il faudrait bien tout de même faire quelque chose, en apparence du moins, pour les « petits ».*

C'est alors que sortit le projet définitif que vous connaissez : comme on voulait absolument dégrever le capital, pour faire passer le dégrèvement du capital, on dégreva aussi les salaires. On pouvait le faire d'autant plus facilement qu'on escompte bien que la diminution de l'impôt sur les salaires profitera en dernière analyse au patron, par le moyen d'une réduction de salaires égale à ce que les ouvriers auront en moins de retenu pour l'impôt.

Mais une question se pose.

Les diminutions annoncées sont très importantes. Elles vont réduire à peu près d'un tiers les impôts directs. Proportion considérable qui se chiffrera par un nombre respectable de milliards.

Or, avant ces réductions, le budget était, nous a-t-on dit, à peine en équilibre. Désormais, il ne va plus du tout l'être. Il y aura un trou de plusieurs milliards ; comment le comblera-t-on ?

L'explication officielle est celle-ci :

Ces réductions d'impôts vont tellement réjouir les capitalistes, leur redonner tellement « confiance » que « les affaires » vont reprendre instantanément, et que par suite, malgré le taux réduit, le montant total des impôts perçus sera, pour le moins aussi élevé qu'avant. Ainsi l'impôt sur les bénéfices sera réduit de 16 *à* 12 %, *mais comme les bénéfices des commerçants auront augmenté d'un tiers, le produit de l'impôt sera le même ; l'impôt sur les salaires sera de* 3 % *au lieu de* 5 %, *mais comme du fait des réembauchages, il y aura deux tiers de plus d'ouvriers au travail, le produit de l'impôt sera le même. Etc...*

J'avoue que je ne suis pas du tout convaincu.

Je doute fort, en effet, que ce soit le taux élevé des impôts qui empêche les affaires de reprendre. On en trouvera une preuve dans un fait relativement récent. Lorsqu'en 1927 *il y eut en France la crise dite de « stabilisation », due à la stabilisation de fait du franc, les impôts venaient d'être considérablement augmentés, portés à un niveau non seulement égal, mais supérieur au taux actuel. Cependant, au bout de quelques mois,* sans qu'ait été opérée aucune réduction d'impôts, *le capitalisme français sortit, avec la plus grande facilité, de la crise, et connut les années de grande prospérité de* 28, 29 *et* 30, *sous le même régime d'impôts !*

Les raisons qui font que le capitalisme français tarde considérablement à reprendre suffisamment confiance pour « accumuler », pour retransformer en capital ses bénéfices, dépassent de beaucoup la simple crainte d'avoir à donner au fisc 16 % *de ses bénéfices au lieu de* 12 %. *Il est donc à présumer qu'à moins d'événements d'un autre ordre qu'il est difficile, à l'heure actuelle de prévoir, le trou creusé dans le budget par la « réforme fiscale » ne sera pas, avant longtemps, comblé.*

Mais il faudra cependant bien trouver de l'argent pour solder les dépenses. Pour cela on devra donc continuer à recourir à l'emprunt, ce moyen honni, pour la suppression duquel on a fait la « déflation ». Il faudra procéder, pour employer le jargon en honneur, à une « inflation » de la Dette publique.

Mais si les emprunts ne rendent plus ? Si le nombre de milliards qu'il faudra demander à l' « épargne » est tel que les prêteurs ne marchent plus ? — Alors il n'y aura plus qu'une ressource, celle de la planche à billets ; l'inflation, la vraie, l'émission de fausse monnaie, par fabrication de billets de banque sans couverture — ce qui, d'ailleurs, revigorera l'activité économique beaucoup plus certainement et rapidement que toutes « déflations » et « réformes fiscales ». Car c'est bien embêtant pour MM. les bourgeois, mais c'est ainsi : l'économie capitaliste ne peut plus vivre qu'au moyen de piqûres de strychnine constamment renouvelées.

R. L.

APRÈS QUINZE ANS

Pourquoi la IIIme Internationale n'a pu faire la révolution

L'histoire de l'Internationale Communiste est riche d'enseignements en ce qui concerne la technique révolutionnaire. Pendant plus de quinze ans cette organisation s'est efforcée d'accomplir la révolution mondiale. Elle disposait de fonds considérables, d'un camp retranché d'où elle pouvait opérer en toute sécurité, de membres dévoués, d'occasions favorables pour obtenir l'adhésion des masses ouvrières, et enfin, d'hommes de haute intelligence comme Lénine.

D'autre part, toute son activité est contenue dans ces dernières quinze années ; il s'agit donc d'un cas tout récent dont les enseignements valent pour aujourd'hui.

Les faits

La Troisième Internationale fut fondée à Moscou, en 1919. Au début, elle tint un congrès chaque année. Puis les congrès s'espacèrent, et, actuellement, aucun congrès ne s'est réuni depuis trois ans.

Les masses restent en dehors

Durant les années 20 et 21, de grandes masses de travailleurs étaient prêtes, sous l'influence de la Révolution russe, à adhérer à la Troisième Internationale. Des conditions furent mises à leur entrée — notamment les fameuses 21 conditions — que les organisations ouvrières existantes se refusèrent généralement à accepter. Parmi ces conditions, citons l'engagement de faire du travail illégal, exigence romantique qui paraissait moins extraordinaire évidemment à Moscou, alors entouré de Gardes Blancs, qu'elle ne le parut à Prague ou à Paris. La pose de ces conditions fournit aux chefs ouvriers anti-révolutionnaires du temps de guerre, une occasion admirable pour recouvrer leur prestige. Ils ne manquèrent pas de la saisir et le résultat en fut que trois années de lutte n'amenèrent pas, comme on l'avait espéré, la masse des ouvriers à soutenir les communistes, et à constituer des organisations révolutionnaires « de masse ».

En 1922, il n'y avait dans presque tous les pays capitalistes que des mouvements syndicaux vieux style où les communistes étaient dépourvus de toute influence, et, par ci par là, quelques syndicats « rouges » relativement très faibles. Politiquement, la classe ouvrière était divisée en deux. Les partis socialistes avaient dans la plupart des pays une supériorité marquée et incontestable sur les partis de la IIIe Internationale ; dans les pays où ce n'était pas le cas, comme en France, les années qui suivirent remirent le parti socialiste en position dominante.

Durant les dix années suivantes, un grand nombre d'ouvriers entra dans les différents partis communistes, mais un plus grand nombre encore les quitta. Le parti communiste britannique, par exemple, qui débuta avec 10.000 membres, paraissait n'en avoir même plus la moitié en 1932. (Je dis « paraissait », parce que des renseignements exacts et dignes de foi ne sont plus fournis par les partis communistes sur le chiffre de leurs membres : il faut se contenter d'estimations). Beaucoup plus que 10.000 personnes avaient cependant passé dans le parti britannique. « Si tous les anciens membres du parti », déclara-t-on un jour à Londres, en 1932, « étaient placés les uns derrière les autres, ils atteindraient Moscou ».

Il est incontestable que de 22 à 33 la « ligne générale » fut que les organisations socialistes (anti-révolutionnaires) reprirent de la force aux dépens des organisations communistes ou contrôlées par les communistes. A cette règle, une seule exception, considérable : en Allemagne après un renforcement au début,les social-démocrates perdirent fortement du terrain au bénéfice du parti communiste, qui paraissait être en voie de devenir le parti de masse des ouvriers allemands. Cette tendance s'accentuait de plus en plus lorsqu'en 1933, les deux partis furent, tous deux, écrasés par les nazis, et tout développement, de l'un comme de l'autre, arrêté.

Aucune révolution

Nulle part une révolution victorieuse n'a été conduite par la Troisième Internationale. Deux gouvernements révolutionnaires, de courte durée, furent constitués en 1919, l'un en Bavière, l'autre en Hongrie, mais ils n'avaient été, en aucune mesure, dirigés par la IIIe Internationale, qui n'était pas alors organisée. En 1927, un mouvement révolutionnaire entrepris de concert en Chine par l'Internationale Communiste et le Parti national chinois du Kuomintang, remporta des succès considérables, mais qui furent immédiatement suivis d'une terrible défaite communiste, lorsque Chang-Kai-Shék, le général du Kuomintang, se tourna contre le communisme. Depuis lors un mouvement appelé soviétique, mais dont presque rien n'est connu, est apparu à l'intérieur de la Chine.

Quel que soit l'exact caractère de celui-ci, le bilan de la IIIe Internationale n'en est pas moins celui d'une faillite. La IIIe Internationale s'était

constituée pour faire la révolution mondiale ; elle n'a fait nulle part la moindre révolution. Quelque déception que cette constatation puisse apporter aux ouvriers conscients, il est impossible de ne pas la faire. Nous ne pouvons plus demander : « *Est-ce que la III[e] Internationale a fait faillite?* », mais seulement : « *Pourquoi a-t-elle fait faillite?* »

Les causes

Si on veut répondre sérieusement à cette question, on sera amené à blâmer les chefs socialistes qui n'ont même pas essayé, eux, de faire la révolution. Mais plus furieux encore que ceux-ci seront les membres de l'Internationale Communiste qui, depuis l'expulsion de Trotsky, n'admettent aucune opinion contraire à la leur, et dont les membres (spécialement en Angleterre, ceux de l'Université de Cambridge) accueillent toute critique de leurs chefs actuels par de violentes vitupérations dont l'origine se trouve sans doute dans le peu de confiance qu'ils ont en leur propre cause.

Mais les mots n'ont jamais tué personne ; poursuivons donc !

Centralisation

La première faute de l'Internationale Communiste se trouve dans sa constitution. Elle est une organisation centralisée. C'est un seul parti international, divisé, pour des raisons administratives, en sections nationales, mais non une union internationale des divers partis nationaux. La direction et le contrôle de tous les membres est assuré — théoriquement au moins — par le « presidium » de Moscou, qui n'est responsable que devant le congrès international, quand il y en a un. Le congrès international décide de la politique à suivre, mais cette politique est interprétée par le présidium, dont les instructions sont obligatoires pour tous les membres, y compris les bureaux et comités exécutifs des partis nationaux. Quoique, naturellement, cela arrive rarement, les individus eux-mêmes peuvent encourir des sanctions, directement de la part de l'Internationale, mais le but et le résultat principal de cette discipline internationale est d'obliger tous les partis et leurs comités exécutifs, à suivre exactement la « ligne » établie par le présidium et de supprimer chez eux, instantanément, toute « déviation ».

La raison donnée pour cette forme d'organisation est que, du fait que le capital est organisé internationalement, le Travail doit l'être, lui aussi. Tout de suite, à première vue, cela apparaît comme assez spécieux et vrai seulement dans une certaine mesure. Certes, des mouvements ouvriers qui n'auraient aucune liaison internationale se trouveraient, de ce fait, lourdement handicapés, mais le reste n'est pas vrai ; c'est seulement spécieux. D'abord et avant tout le capital *n'est pas* internationalement organisé. Certaines branches du capitalisme seules, le sont, et encore, d'une manière fort imparfaite. En outre, l'organisation internationale du capitalisme a beaucoup reculé ces derniers temps, à différents points de vue, devant un nationalisme de plus en plus exaspéré. Le plus grand nombre des luttes ouvrières, économiques ou politiques, se passent encore sur le terrain national, et non international.

D'autre part, même s'il n'en était pas ainsi, il ne s'en suivrait pas que les travailleurs devraient être organisés internationalement à la manière communiste. Loin que cette stricte et rigide discipline rende capable les travailleurs de combattre leurs ennemis, elle éloigne les ouvriers à l'esprit alerte et indépendant.

Un contrôle international au cours d'une crise révolutionnaire est une plaisanterie. Que les communistes orthodoxes veuillent bien songer à ce qui serait advenu en Russie, entre mars et novembre 17, si Lénine et ses amis avaient été sous la discipline d'une Internationale. Comment auraient-ils pu changer leur tactique instantanément, et sur les points les plus essentiels, comme ils l'ont fait : en quelques semaines, ils passèrent de la recherche d'une alliance avec les mencheviks, au désir de les fusiller ; ils avaient réclamé la convocation de l'Assemblée Constituante pour le plus tôt possible ; dès que celle-ci fut réunie, ils la renvoyèrent ; ils tentèrent une insurrection en juillet, ne la réussirent pas, et recommencèrent. Mais pendant tout ce temps ils ne cessèrent de se considérer comme membres de l'Internationale, ou, tout au moins, de la fraction anti-guerrière de l'Internationale. Comment auraient-ils pu accomplir leur tâche, s'ils avaient dû obéir aux ordres d'un comité international, siégeant en dehors de la Russie, composé par exemple de Debs, Branting, Turati, Merrheim et Ramsay Mac Donald (1), ou de tels autres que vous voudrez ?

Qu'un tel contrôle ait pu être présenté par des hommes raisonnables comme un moyen de réaliser les futures révolutions, signifie seulement que ces hommes vivaient dans un monde idéal, où l'Internationale aurait été une organisation comme il ne pourra jamais y en avoir : dirigée exclusivement par de nouveaux et plus jeunes Lénine, associant à l'énergie et à l'intelligence de celui-ci, une connaissance prodigieuse des conditions qui existent et des problèmes qui se posent, dans le monde entier.

Il va de soi que toute organisation révolutionnaire internationale qui se formera dans l'avenir doit posséder une certaine discipline. L'Internationale doit avoir le droit d'expulser un parti dont l'activité (ou la passivité), ou les buts seraient contre-révolutionnaires. Mais un tel droit ne doit pouvoir être exercé que par un congrès, après une enquête loyale. Il est absurde de penser pouvoir faire diriger l'activité nationale d'un parti, même dans ses lignes générales, par un centre international. Ceux qui acceptent la charge de conduire un mouvement qui doit transformer l'ordre social d'un pays, doivent prendre leurs responsabilités en décidant eux-mêmes, et répondre de leurs décisions devant ceux mêmes qui auront à les mettre à exécution et à en supporter les conséquences. Si les chefs nationaux ne veulent pas cela, s'ils demandent à ce qu'un comité plus ou moins lointain, les conseille et les contrôle, c'est qu'ils sont indignes de leurs fonctions.

---

(1) Militants socialistes américains, suédois, italiens, français et anglais, connus pour leur propagande pacifiste durant la guerre. (N.D.L.R.).

Uniformité

Stupide par son existence même, cette autorité centrale a fait usage de son pouvoir d'une manière encore plus stupide. Lorsque le premier congrès se réunit à Moscou, en 1919, il n'y avait aucune espèce de ressemblance entre les diverses organisations qui y avaient adhéré, pas plus qu'entre celles qui adhérèrent à l'Internationale ou gravitèrent dans son orbite, durant les une ou deux années suivantes. Beaucoup de ces organisations avaient une grande vitalité, et de glorieuses traditions ; elles se trouvaient éclipsées par les Russes, mais non supprimées. Tels étaient le parti socialiste italien, les I.W.W. d'Amérique, le Spartakusbund, et plus tard le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.) (ce dernier, en fait un parti blanquiste), le parti ouvrier norvégien et d'autres. L'Internationale Communiste se mit délibérément en devoir d'établir parmi eux l'uniformité. Tous les noms historiques furent jetés par dessus bord ; un seul fut permis : « parti communiste de... ». Chez tous, l'organisation politique dut être identique, basée sur celle des russes, avec ses « politburos », ses « agitprops », etc... sans qu'on se soit seulement demandé si cela répondait vraiment aux conditions particulières du pays considéré, ou aux opinions du prolétariat de ce pays, pour lequel ces noms grotesques étaient souvent ou un rébus ou l'occasion de jeux de mots. Les programmes durent eux aussi être identiques ; de même pour les « mots d'ordre » économiques et politiques, qui, de ce fait, devinrent si généraux qu'ils étaient à peu près dépourvus de toute signification.

Que cette manière de faire ait été juste, les communistes en virent une preuve dans le fait que les plus fortes organisations parmi celles qui leur résistèrent, ne réussirent pas : le K.A.P.D. disparut, Mussolini massacra le parti socialiste italien, le parti ouvrier norvégien se scinda, les I.W.W. dépérirent. L'Internationale communiste enregistrait tous ces échecs et, dans des manifestes qui devenaient, hélas ! de plus en plus verbeux, développait la maxime des bonnes d'enfant : « Cela vient de ce que vous n'avez pas fait ce qu'on vous a dit ».

Mais cela paraît bien peu probable. Dans des désastres comme ceux de la victoire fasciste en Italie, les organisations « orthodoxes » de la IIIe Internationale furent annihilées aussi complètement que les non-orthodoxes. Pourtant cela, ainsi que les scissions au sein de la IIIe Internationale, n'impressionnait pas M. Zinoviev et ses collègues. Ils considéraient qu'ils étaient en droit d'affirmer, d'après Marx, que la crise capitaliste ne ferait que croître, qu'en conséquence un nombre de plus en plus grand de travailleurs serait attiré dans les rangs communistes. Ils croyaient qu'ils pouvaient ignorer, ou traiter comme des agents payés de la bourgeoisie, tous les leaders ouvriers des différents pays qui hésitaient à accepter les conditions d'admission à l'Internationale, ou sa discipline, une fois qu'ils y étaient entrés. Leur seul remède était : plus encore d'uniformité, plus encore d'ordres du Centre. Les échecs ne signifiaient pas d'après eux, que le remède était mauvais, mais qu'il fallait en prendre une dose double. Ils pensaient que le temps travaillait rapidement et certainement pour eux : ils s'imaginaient que les travailleurs allaient supplier qu'on leur ouvre les portes de l'Internationale, et, en bons commerçants, ils élevaient d'autant le prix d'entrée.

Mais le développement économique ne suivit pas le cours qu'ils avaient prédit. Le flot d'ouvriers que les partis communistes comptaient recevoir, n'eut jamais lieu. De la fin de 23 au milieu de 28, le capitalisme se stabilisa. Les conditions de vie des travailleurs se maintinrent, et parfois même s'améliorèrent. La conjoncture révolutionnaire, loin de s'accroître, se mit rapidement à s'affaiblir. L'Internationale Communiste à cette époque refusa aigrement de le reconnaître, mais les faits furent les plus forts. Les travailleurs ne frappèrent pas à la porte de l'Internationale pour solliciter leur admission ; au contraire, ceux qui y étaient entrés, commencèrent à en sortir. Dégoûtée, l'Internationale abandonna les travailleurs « embourgeoisés » de l'Europe occidentale et de l'Amérique, pour se tourner vers l'Extrême-Orient, où la misère est éternelle...

« Bolchevisation »

Sous l'influence de leurs espoirs imaginaires, M. Zinoviev et ses collègues avaient, entre temps, commis leur plus grosse et dernière bêtise : ce fut, en 1923, l'adoption de la politique de « bolchevisation ».

Une telle politique est incompréhensible si on ne se souvient que les membres du présidium étaient convaincus qu'une vaste poussée du prolétariat mondial allait se produire, vers eux, inévitablement. Ils croyaient qu'ils pouvaient regarder les mots de « travailleur » et de « communiste » comme presque synonymes ; que tout au moins ils pouvaient agir comme si tous les travailleurs allaient devenir, à bref délai, soit communistes, soit « sympathisants ». Ceux qui ne l'étaient pas encore, ils les considéraient comme des fruits mûrs qui ne tarderaient pas à tomber. Ils ne voyaient pas qu'hors de leurs partis était la majorité des ouvriers conscients et organisés ; ils y voyaient seulement une toute petite minorité de « traîtres » accompagnée d'un certain nombre de suiveurs trompés et arriérés. Il fallait rapidement éduquer ces derniers et les porter au niveau des autres à la manière dont on opère dans les boîtes à bachot avec les enfants retardataires, par le moyen de petits journaux, de tracts et de réunions de quartier. « *C'est le devoir des organismes de base du parti* »,déclarait la IIIe Internationale au parti britannique « *de convaincre les éléments arriérés du prolétariat* ». Quant aux chefs, ils devaient être regardés comme des ennemis du prolétariat et supprimés par tous les moyens — y compris le mensonge, la malhonnêteté et la calomnie — choses jusque là employées seulement contre le capitalisme.

Pour y parvenir, tous les membres du parti furent soumis à une étroite discipline qui s'inspirait beaucoup plus de Bakounine que de Marx.

Son nom, la « bolchevisation », et sa justification historique furent empruntés au fameux conflit de Lénine avec Martov d'où sortit, avant-guerre, la division des socialistes russes en mencheviks et bolcheviks. Martov désirait conserver

dans le parti tous ceux qui acceptaient simplement le programme du parti et payaient leurs cotisations. Avec une bien plus grande compréhension des conditions politiques réelles existant alors dans la Russie czariste, Lénine déclarait au contraire que ne pouvaient être membres du parti que ceux qui travaillaient pour le parti — ceux qui, d'une façon certaine, étaient à la disposition de l'Exécutif, ceux sur lesquels on pouvait compter régulièrement et continuellement pour faire le travail qui leur était demandé, que celui-ci soit dangereux, répugnant ou sans intérêt, ou même les trois choses à la fois. Le parti était un navire qui ne devait comporter que les membres de l'équipage, pas de passagers, même si ceux-ci offraient de payer leur passage. Ce fut l'organisation de Lénine qui remporta la victoire, et Zinoviev la transporta vingt ans plus tard dans les pays d'occident, sans se rendre compte que les conditions et les circonstances étaient fort différentes.

De grands succès furent obtenus dans la voie de la bolchevisation. Des révolutionnaires sérieux désiraient ne pas être seulement les passagers de la révolution, et s'ils pouvaient être seulement assurés que le discipline serait appliquée également, et que les chefs étaient dignes de confiance, ils étaient assez disposés à accepter d'être commandés. Quelques-uns au moins de ceux que la bolchevisation mit dehors au début ne valaient pas grand chose. Par contre, ceux qui restèrent firent soudainement montre de plus d'énergie. Ils demeuraient sous la pluie à vendre les journaux du parti, ils venaient aux meetings les premiers et les quittaient les derniers, ils affrontaient la police et lançaient des interruptions au cours des réunions ouvrières des partis rivaux avec une persistance et une vigueur dignes des premiers Quakers. C'étaient comme des épines longues et pointues enfoncées dans les flancs de l'adversaire.

Inquisition

Mais au fur et à mesure que la bolchevisation ·ogressait, le mal qu'elle faisait commençait à l emporter sur le bien. D'abord la nouvelle discipline devint odieuse aux membres du parti. Elle avait été acceptée par les bolcheviks d'avant-guerre parce que les conditions politiques du czarisme en faisaient une nécessité. Sous un régime terroriste, une telle organisation est nécessaire, et les travailleurs le comprennent, mais ils ne la comprennent pas autrement. Peut-être cela est-il fâcheux, mais nous avons tous à compter avec les imperfections de l'animal humain.

En Amérique et en Angleterre, en dépit de l'oppression qui y existe, les travailleurs ne sont pas, en fait, soumis à la Terreur, quoiqu'aujourd'hui la grande majorité des communistes russes croit qu'il en est ainsi.

Le nombre des membres baissa donc ; pourtant, loin d'atténuer sa discipline, l'Internationale la resserra encore davantage. Les enquêtes sur la vie privée des membres du parti, furent d'abord autorisées, puis obligatoires. En Russie, il existe des séances d'« épuration » dans lesquelles on demande à un membre d'exposer l'état de son âme, et quelles sont ses fréquentations. On connaît des cas où l'on a obligé des membres du parti à se fâcher avec des parents dont les idées étaient insuffisamment orthodoxes, s'ils voulaient rester membres du parti. Des cas aussi extrêmes ne se produisirent pas en Angleterre ou en Amérique, mais on y marchait à grands pas. J'ai moi-même, alors que j'étais membre du parti, assisté à l'interrogatoire d'un manœuvre spécialisé, à bas salaire, sur la manière dont il occupait ses moments de repos. Celui-ci put prouver que chaque samedi après-midi et chaque soir, sauf un, il avait employé son temps à un travail du parti. Mais un nouvel accusateur surgit : « *Que faisiez-vous mercredi soir ?* » S'il avait été russe notre manœuvre mécanicien aurait peut-être saisi avec délices cette occasion d'exposer les perplexités de sa vie sexuelle et le trouble d'un travailleur qui se demande s'il a assez d'argent pour pouvoir coucher avec une poule. Seulement, étant d'une autre race, le nôtre rougit et prévint l'assemblée, à voix haute, d'avoir à trouver une occupation moins indécente que celle de mettre le nez dans ses affaires. Mais sa demande fut repoussée, et, deux jours plus tard, il avait quitté le parti, avec nombre de ses amis.

Partout se produisirent des choses aussi folles ou guère moins. La répugnance des membres du parti à se soumettre à une telle inquisition, se doubla vite d'une méfiance à l'égard des chefs considérés comme des « béni-oui-oui », ainsi qu'on commença à le dire vers la même époque.

Plus la bolchevisation se développait, plus ses ravages s'accroissaient. On découvrit des hérésies avec une facilité et une habileté, n'ayant d'égales qu'aux premiers temps de l'Eglise. Qu'est-ce que le « Brandlerisme », le « Zinovievisme », le « Lovestonisme », le « Loreisme » ? Qu'est-ce qu'une déviation gauchiste de la norme idéologique prolétarienne ? Je doute que même les communistes léninistes les plus bolchévisés, les « monolithiques », les « dans la ligne » pourraient actuellement le dire du premier coup ; pourtant, ce furent bel et bien des hérésies, pour lesquelles nombre de camarades furent expulsés. Aucun de ces termes n'a été inventé par moi.

Les partis communistes s'amputaient constamment de nouvelles fractions, comme s'ils étaient atteints de la folie du suicide. Ce n'est pas là, il est vrai, une chose exceptionnelle dans les partis révolutionnaires, à commencer par les Jacobins, mais quiconque a étudié l'histoire des révolutions, sait que c'est un symptôme de maladie grave.

« Noyautage »

De la même manière qu'on identifia « travailleur » avec « communiste », on identifia « non-communiste » avec « ennemi de classe ». La méthode employée contre tous les « ennemis de classe » sous le régime de la bolchévisation, fut celle de la conspiration secrète. Mais, en Angleterre et aux Etats-Unis tout au moins, cette méthode échoua lamentablement à cause de l'impossibilité de garder le secret. Tant de travailleurs communistes n'arrivaient pas à se convaincre que leurs amis de tout le temps étaient maintenant des ennemis et des « traîtres », qu'ils révélaient le complot par simple naïveté, et d'autre part ceux qui

avaient organisé le complot étaient souvent trop bêtes pour le cacher. C'est ainsi qu'un jour, à une réunion de l'Union des Syndicats de Londres, dont feu Carmichael était alors secrétaire, un grand nombre de « résolutions *spontanées* de défiance » furent présentées par des délégués qui, apparemment, venaient de tous les coins de Londres. La similitude de ton dans ces diverses résolutions éveilla la curiosité de Carmichael qui demanda à ce que le texte des résolutions lui fut soumis par écrit. Chaque délégué, porteur d'une résolution « spontanée », présenta alors un mince morceau de papier écrit à la machine, à la même machine, et quand ces différents morceaux furent mis à côté les uns des autres, leurs défauts se trouvèrent concorder exactement, ils formaient une seule feuille de papier, ...un bonnet d'âne.

Cette méthode de travail fut baptisée du nom de « noyautage ».

Résultats

De pareils moyens n'auraient pu réussir que si ceux auxquels on s'attaquait avaient été des idiots conduits par des imbéciles. Mais tel n'était pas le cas : c'étaient peut-être des bêtes malfaisantes, mais qui avaient à assurer leur propre défense. Elles se défendirent donc vigoureusement ; et comme c'était des organisations les plus à gauche que les communistes essayaient d'obtenir le contrôle, il s'ensuivit que ce fut précisément leurs plus proches alliés qu'ils se trouvèrent attaquer. L'auteur de ces lignes essaya, mais en vain, d'empêcher le parti communiste britannique de suivre une pareille politique, le pressant de considérer qu'elle creuserait un profond fossé entre lui et les ouvriers qui étaient le plus proche de lui ; son avis ayant été rejeté, il quitta le parti communiste. Rien de ce qui arriva depuis lors ne fut de nature à changer son opinion.

Soulever la haine

Finalement l'adoption de cette politique fit que le parti communiste cessa d'être un instrument possible de révolution. Elle remplit les ouvriers les plus énergiques et les plus indépendants d'une haine farouche à l'égard des communistes. Elle fit à ceux-ci des ennemis, non seulement J.-H. Thomas (2), Ramsay Mac Donald ou John Lewis (3), qui pouvaient être considérés à juste titre comme ayant abandonné leurs anciennes idées et être passés de l'autre côté de la barricade, et dont l'inimitié est un bon point, mais aussi ces patients et courageux militants du rang qui maintiennent vivantes leurs organisations locales, malgré les persécutions capitalistes, dans les villes industrielles et les villages miniers, car c'étaient eux qui étaient les plus sujets à voir leurs groupements et eux-mêmes « capturés » par une « cellule révolutionnaire ». Cette politique aboutit même à faire regarder par de bons révolutionnaires le terme de communiste comme équivalent de fourbe et de menteur. Lorsqu'au Congrès du Labour Party de 1933, la question du « front unique » fut soulevée pour le principe, on n'y apporta aucune attention. Et cela non point parce que des leaders réformistes corrompus avaient écrasé la révolte des militants du rang : ce furent les délégués des groupements de base eux-mêmes, des ouvriers absolument sains, qui, en ayant marre des procédés des communistes, se refusèrent absolument à s'unir à eux, pour n'importe quelle cause, si juste qu'elle fût.

Proposer des absurdités

Tandis que se développait cette haine terrible, que tendait continuellement à éteindre les nécessités de la lutte contre le capitalisme, mais que ravivaient non moins continuellement les folies de la bolchevisation, les partis communistes étaient mis en présence d'une tâche impossible. En tous pays, ils avaient une même formule, identique. Elle n'a jamais rien produit dans aucun pays, mais ils continuent à la répéter. C'est celle-ci : « Les travailleurs doivent soutenir les organisations socialistes et syndicales réformistes pendant un temps, afin de se convaincre de leur trahison dès que celles-ci sont au pouvoir ; ensuite les travailleurs viendront au parti communiste ». Les fruits de cette politique ont, en fait, toujours été recueillis par le fascisme, jamais par le communisme. Il y a eu pas mal de victoires socialistes en Angleterre, en Italie, en Allemagne et en Espagne, et il y eut souvent, après ces victoires, suffisamment de couardise et d'inertie de la part des vainqueurs, pour mériter, si vous voulez, le nom de trahison, mais la seconde partie de la prophétie ne s'est jamais réalisée.

Pour appliquer cette politique, les communistes durent dire au même moment des choses entièrement contradictoires. En Angleterre, par exemple, ils demandèrent aux travailleurs de soutenir le Labour Party parce qu'il était un parti tout à fait méprisable qui les trahirait ! T.-A Jackson, un de leurs principaux théoriciens, montra à plein cette contradiction dans un discours enflammé qui conduisit le parti communiste à demander son adhésion au Labour Party : « *Prenons les chefs du Labour par la main* » s'écria-t-il, « *afin de pouvoir les prendre ensuite à la gorge !* » Même si les chefs du Labour ne s'étaient pas refusés — les ingrats ! — à une telle embrassade, le parti communiste aurait été bientôt terriblement embarrassé pour interpréter son propre mot d'ordre.

Trotsky, qui était encore à cette époque le premier théoricien du communisme officiel, écrivit pour soutenir cette politique une instruction spéciale qui, mieux que tout, montre les absurdités auxquelles cette tactique aboutit. Les communistes — dit-il dans *Où va la Grande-Bretagne ?* — doivent dénoncer implacablement chaque jour la trahison des laquais du Labour Party, et demander également à ce que les syndicats expulsent ceux de leurs membres qui ne paient pas leurs cotisations politiques (4) — qui sont pourtant des-

(2) L'ancien « leader » des cheminots anglais, ministre dans l'actuel gouvernement national. (N.D.L.R.).

(3) Leader des mineurs américains — considéré comme le type du leader corrompu. (N.D.L.R.).

(4) On sait que dans les syndicats anglais, une partie de la cotisation est destinée à subvenir aux frais électoraux du Labour Party.

tinées à soutenir lesdits laquais. Aucune classe ouvrière, aucune classe du tout, ne peut répondre à un appel pareil : « *Aidez ceux qui vont vous trahir ! Votez pour vos ennemis, Thomas, Mac Donald et Henderson, afin d'acquérir une pleine expérience de leur vilenie et de leurs trahisons à votre égard* ». Si le *Daily Worker*, le quotidien communiste anglais, n'a jamais eu grand succès dans ses campagnes pour la lutte sur le terrain économique, c'est que le lecteur n'avait qu'à rassembler ce qui s'y trouvait sur deux colonnes voisines, pour s'apercevoir qu'on lui disait cette chose monumentale : « Mettez-vous en grève ! » — « Lorsque vous y serez, vos chefs vous vendront instantanément ! »

Développer le je-m'en-foutisme

Si vrai que cela puisse être, le dire ne développe pas précisément le sentiment révolutionnaire ; il développe plutôt ce que vous appelez en France le je-m'en-foutisme. La propagande communiste a amené les travailleurs à ne plus avoir confiance dans leurs leaders politiques et syndicaux ; les procédés communistes les ont amenés à être dégoûtés des communistes. Le résultat net est cet état d'esprit désillusionné et sceptique (et extrêmement favorable au fascisme) dans lequel se trouve maintenant la classe ouvrière, et qui la conduit à croire que toute action, nécessairement, échouera ; cet état d'esprit qui fait accueillir par des rires toutes les propositions d'action, même celles qui s'imposent le plus et pour lesquelles les perspectives de succès sont les plus grandes.

R.-W. POSTGATE.

« Un annamite ne peut être que révolutionnaire » a déclaré Malraux.

Si vous voulez comprendre pourquoi, lisez

Deux ans d'Indochine - Un fleuve de sang

Pensez aux dettes du "Cri du Peuple" !

Les versements pour l'extinction des dettes du « Cri » continuent à se raréfier et ne nous permettent absolument pas de tenir, même partiellement, les engagements pris à l'égard des créanciers. Il nous faut rappeler que des poursuites ont déjà été engagées par certains fournisseurs contre Chambelland. Ces poursuites n'ont été suspendues qu'après promesse formelle d'acomptes réguliers ; elles pourraient fort bien être reprises si nous continuions à ne pas tenir nos engagements.

Il nous faudrait recevoir, rien que pour calmer les plus impatients, au moins 1.500 francs par mois. Et nous n'avons reçu, pour la période du 16 avril au 15 mai, que le total de 260 francs.

Allons, les retardataires et les négligents ! Pensez aux dettes du « Cri » et envoyez votre cotisation à F. Charbit, 7, place Séverine, Pré St-Gervais. C.C. Paris 1157-73.

*
* *

Voici le détail des sommes reçues :

Monatte, 50 ; Chestier, 10 ; Messaussier, 10 ; Noel, 5 ; Deveaux, 10 ; Mme et M. Meyssonnier, 20 ; Boville, 20 ; Lagain, 10 ; Dézobry, 5 ; Dhuyck, 20 ; Thévenon, 20 ; Claveyrolas, 10 ; Quelques militants confédérés du Finistère, versé par Jean Cornec, 50 ; Delsol, 20.

Parmi nos lettres

Les Croix de Feu à St-Etienne Le camarade Claveyrolas, de St-Etienne, nous écrit :

A St-Etienne, les « Croix de feu » s'affirment en plein jour.

Leur travail interne et préparatoire d'organisation semble localement achevé : prises de contact diverses, constitution des cadres, local pour le siège (qui était jusqu'à présent dans un hôtel), permanences, trésorerie, etc...

Maintenant, ils font leur apparition : ce n'est plus seulement le noyautage individuel et discret, le repérage pour la constitution de l'armature. C'est la propagande publique ; ils s'adressent aux ouvriers et aux chômeurs ; c'est grave et significatif.

Les Croix de Feu à St-Denis Par contre, un camarade de la région parisienne nous dit :

J'étais hier soir à St Denis où les fascistes avaient annoncé une réunion avec 800 hommes armés. Nous étions des milliers ! Ils se sont dégonflés. S'ils étaient venus, on en aurait démoli un sacré nombre.

La mobilisation des littérateurs Un de nos camarades qui travaille dans l'édition nous écrit :

Ce qui est formidable, c'est de voir le mal que dans tous les domaines se donne la réaction. Les maisons d'édition sont de véritables officines de rassemblement des esprits, mobilisation véritable de tout ce qui tient une plume, un crayon. Il faut servir. Et tous les intellectuels sont mobilisés absolument. Et les faveurs se succèdent aux Drieu la Rochelle, Martin du Gard, etc... Et on crée des collections pour répandre la bonne pensée, et tout ce qui ne veut pas rentrer dans « l'ordre » est durement saboté. J'avoue que comme organisation, c'est merveilleux.

La faim en Tunisie Un camarade reçoit de Kairouan (Tunisie), la lettre que voici :

...Bref, il n'a pas plu, il ne pleut pas, l'année s'avance lourde de menaces. Pas de récoltes, pas d'argent, pas d'affaires. La faim dans les campagnes ne menace plus : elle existe ; on l'enraye par des distributions de soupes populaires ; que dis-je : enrayer ? il sied mieux de dire qu'on l'entretient dans le ventre de chaque bédouin, juste pour qu'il n'en crève point et lui apprendre que la France est une grande et généreuse nation — ce qu'il sait d'ailleurs depuis longtemps par le paiement des impôts.

J'ai conduit dernièrement, pour rendre service, un camion de deux tonnes de maïs dans un bled appelé Sidi Ali, à 45 kilomètres de Kairouan ; la venue du Messie dût être pareille à mon arrivée là-bas où je reçus l'hommage silencieux de quatre cents gueules béantes. Toutes ces mâchoires en demi-solde appartenaient à des enfants et à des vieillards. Voilà la vraie misère que j'ai entrevue et qui n'est point mentionnée par les communiqués officiels et optimistes de la Résidence !

Deux critiques Le camarade Souzy, de Lyon, nous fait deux critiques :

Je trouve assez surprenant que le dernier numéro de la R.P. ne dise rien du programme économique de la C.G.T. Ce programme ne suscite-t-il aucune critique de votre part ? Il est clair cependant qu'il ne dépasse pas le stade du radical-socialisme d'avant-guerre.

Au lieu d'une critique nécessaire de ce programme, nous trouvons un long article d'Edouard Berth. Je n'aperçois pas la nécessité de renouveler l'erreur déjà commise par Louzon, en confondant des termes dont la signification est cependant bien précise : Pourquoi assimiler le Césarisme au Fascisme ? Si l'un et l'autre présentent cer-

tains aspects extérieurs identiques, ils ont de telles différences essentielles, que l'affirmation d'Ed. Berth, sans explication valable, apparaît tout à fait gratuite.

Evidemment, il eut été désirable que la *R. P.* consacre un article exclusivement au programme de la C.G.T. Elle ne l'a pas fait parce que cet article n'aurait sans doute contenu que des redites : la *R. P.* en effet a publié en mars un article sur le plan de Man, auquel le plan de la C.G.T. ressemble comme un frère, ainsi que, in extenso, la motion de l'Union confédérée de la Loire sur le plan de la C.G.T. lui-même, qui, à elle seule, est un article. Nous pensons d'ailleurs avoir l'occasion de revenir sur les différents articles de ce plan, au fur et à mesure qu'on tentera de les faire passer dans les faits.

Quant à la comparaison entre le césarisme et le fascisme, c'est une comparaison qui s'impose d'elle-même : que ce soit le « tyran » grec, le Sylla ou le César de Rome, Louis Bonaparte, Hitler ou Mussolini, il s'agit toujours de la même forme de gouvernement : un individu qui, appuyé sur une troupe de prétoriens, est le maître absolu et sans contrôle.

On comprend l'intérêt que les fascistes ont à faire croire qu'ils représentent quelque chose de nouveau — surtout que les anciens régimes césariens n'ont pas laissé précisément de bons souvenirs — mais nous ne voyons pas quel intérêt nous aurions, nous, à propager cette fausseté.

Finis Europæ ? Un camarade qui a passé une grande partie de sa vie hors d'Europe, John Achard, nous écrit au sujet des événements d'Extrême-Orient :

Sauf les inconvénients et les catastrophes momentanées qu'implique l'action brutale du Japon en Chine, je crois que l'organisation économique et sociale de cette dernière est suffisamment solide pour digérer les petits Japs, comme la Chine a digéré autrefois les précédents envahisseurs mongols et mandchous, et comme plus récemment elle sut résister aux entreprises européennes, enfermant celles-ci dans le territoire des concessions.

Les bruits de suppression du Guépéou Des journaux ouvriers étrangers ayant annoncé que le Guépéou allait être dissous et les condamnations par mesure administrative supprimées, nous avons demandé à un camarade très au courant des choses russes, ce qu'il fallait en penser.

Voici ce qu'il nous répond :

Ces « canards » ont, sans doute, pour origine un article du correspondant du Temps à Moscou il y a quelques mois, relatant des « rumeurs » qui auraient circulé à Moscou à ce sujet. Mais la presse soviétique est, elle, absolument muette à cet égard.

Ce que j'en pense: ces rumeurs de Moscou reflètent plus un désir qu'un fait. Le Guépéou ne peut être transformé sous Staline que si la population atteignait un certain degré d'aisance dont on est loin encore.

La mort récente de Menjinski, chef du Guépéou, ne semble devoir amener aucune nomination sensationnelle. Depuis plusieurs années déjà le véritable chef était Iagoda, Menjinski étant malade. Son seul rival pour le poste de Menjinski ne pourrait être que le grand procureur de l'URSS: Akoulov. L'un vaut l'autre, bien que le nom du premier signifie « petite fraise des bois », tandis que celui du second veut dire « requin ». Dans le cas actuel, la fraise des bois ne promet pas plus de saveur que le requin.

La question de la bibliothèque Un jeune lillois, le camarade Deudon, nous fait part d'un désir :

Je ne sais si le fascisme français, imitant son congénère allemand, brûlera en place publique les livres d'émancipation sociale, et défendra de les posséder chez soi.

Je crois en tout cas qu'il faut se préparer à l'illégalité, et la première chose en ce domaine est de n'avoir pas à refaire toutes les conclusions de l'éducation révolutionnaire.

Aussi, quels ouvrages croyez-vous nécessaires dans la bibliothèque d'un syndicaliste révolutionnaire? *Du livre le plus abstrait à la simple brochure de propagande, quel* choix *préconisez-vous ? Voulez-vous être un guide en ce problème que je n'ai jamais vu traiter, ou — si ce problème a été résolu — quelles sont les références ?*

Je ne crois pas que la question d'une bibliothèque soit tellement éloignée de l'action : elle permet de ne pas se tromper de route. Aussi je pense que la R. P. *ne perdrait pas son temps en consacrant quelques lignes à ce sujet.*

Souvent nous a été posée la question que nous pose à nouveau le camarade Deudon. Question à laquelle il est extrêmement difficile de répondre. Car le syndicalisme révolutionnaire n'est pas sorti des livres ; il est né de l'action ; sa doctrine s'est élaborée collectivement et progressivement ; on en trouvera les éléments dans un discours de congrès, un manifeste, un article de journal, la défense d'un accusé aux Assises, une chanson...

Essayons cependant de satisfaire au vœu de notre camarade, en indiquant les ouvrages, le petit nombre d'ouvrages, qui nous semblent les plus importants (on ne s'étonnera pas d'y trouver des ouvrages non proprement syndicalistes, mais qui traitent de la lutte des classes, celle-ci étant le fondement même du syndicalisme révolutionnaire).

Parmi les plus anciens ouvrages, d'abord : le *Manifeste Communiste* de Marx et Engels — ainsi que les œuvres historiques de Marx : la série d'articles écrits par lui lors de la révolution de 48 et groupés dans un volume intitulé la *Lutte des Classes en France — le 18 Brumaire de Louis Bonaparte — la Guerre Civile en France.*

De Proudhon : *De la capacité politique des classes ouvrières.*

De Lénine : son ouvrage essentiel, véritable manifeste-programme qu'il lança à la veille d'octobre, et qui, sous le règne de Staline, est en U.R.S.S. à peu près disparu de la circulation : *l'Etat et la Révolution.*

Comme œuvres proprement syndicalistes, on n'a guère à citer que des brochures :

le plus ancien document est peut-être la résolution sur les syndicats, préparée par K. Marx pour un Congrès de l'*Internationale*, mais elle n'a pas été éditée séparément ;

en outre :

l'*Avenir socialiste des syndicats*, de G. Sorel ;

Histoire des Bourses du Travail, de Pelloutier ;

les différentes brochures de Pouget : les *Bases du Syndicalisme*, l'*Action Directe*, etc... ;

celles d'Yvetot : le *Manuel du Soldat*, l'*A.B.C. du Syndicalisme.*

En ce qui nous concerne, c'est à peu près tout ce que nous voyons d'essentiel, mais nous compléterions volontiers cette liste de tous les noms d'ouvrages que nos camarades voudraient bien nous adresser.

NOTES SUR L'U.R.S.S.

Fabrique de cerveaux

L'harmonie sociale peut se concevoir de différentes façons ; le marxisme bolchevik la conçoit comme le résultat d'une unification totale, au sens le plus étroit du mot. Ni fantaisie, ni initiative. Et comme le plus grand obstacle à une telle unification est la nature essentiellement diverse de l'homme, on comprend les efforts du pouvoir « socialiste » pour redresser les esprits « bossus » et modeler les mentalités naissantes.

S'il est un art dans lequel les bolcheviks sont de véritables maîtres, c'est bien celui de l'éducation — bourrage de crânes. Leur méthode est très simple : ne jamais permettre à l'esprit d'avoir le moindre doute, et, pour ce, l'enfermer dans un filet dont les mailles lui impriment, du matin au soir et de toutes les façons, une unique vérité. S'imagine-t-on la souffrance qu'éprouve le malheureux dont la nature est rebelle, et que l'on condamne à ne lire, à ne voir, à n'entendre, à ne sentir, à ne dire, à ne penser même qu'une seule opinion ?

Pendant ces deux dernières années, les œuvres de Marx et Engels dûment commentées ont été éditées en U.R.S.S. à 7 millions d'exemplaires, celles de Lénine à 16 millions, et le discours-programme de Staline au dernier XVII[e] congrès du parti, il y a tout juste 3 mois, est déjà sorti à 8 millions d'exemplaires !

Mais ce n'est pas tout d'inonder les librairies et les bibliothèques de livres et de brochures indigestes, il faut encore que les gens les lisent et, qui plus est, les comprennent comme il faut qu'ils soient compris.

Le « camarade » Stetski

Tout ce travail est dirigé par une des éminences grises les plus dévouées au grand maître, le « camarade » Stetski, chef du bureau de propagande et agitation du Comité central du parti. C'est ce fameux « dialecticien marxiste » qui, au moment où la dernière classe exploiteuse (les koulaks) est détruite, les paysans « collectivisés », et le socialisme établi, au moment donc où d'après l'enseignement de Lénine « l'heure de la mort du Guépéou a enfin sonné », *émit la fameuse idée devenue loi, que les particularités de la dialectique marxiste exigent que l'Etat et son appareil de coercition* « se renforcent d'autant plus qu'ils se rapprochent de leur disparition ».

C'est Stetski qui expliqua au récent congrès des journalistes de Moscou que « toute la presse, y compris celle des usines, doit être consacrée à la propagande des décisions du XVII[e] congrès du parti bolchevik », *et que cette* « mobilisation des masses » *autour du congrès* « doit durer jusqu'à ce que toutes ses principales thèses aient touché la conscience de chaque travailleur ».

Les « examens politiques »

Et on applique de tels ordres à la lettre.

Cette année on inventa pour compléter les moyens de propagande habituels, le système des examens politiques sur le discours de Staline au congrès !

Pour les membres du parti, le secrétaire de la cellule communiste de chaque atelier dirige les opérations ; pour les autres, c'est le comité syndical d'atelier qui s'en charge, et chaque travailleur, à tour de rôle, se présente devant un comité d'examinateurs qualifiés qui vérifient, par des questions judicieusement choisies, s'il a lu et compris comme il le fallait l'un des 8 millions d'exemplaires du discours de Staline, puis ils lui donnent une note ; ceux qui ont de trop mauvaises notes, doivent recommencer la comédie, et risquent d'être inscrits au tableau noir.

Comme tout de même il y a pas mal d'ouvriers qui tirent au flanc, arguant de leur vieillesse ou d'analphabétisme, les syndicats viennent d'inaugurer — quel esprit d'initiative ! — le système d'envoyer des brigades de propagandistes éprouvés dans les logements des ouvriers, *et là, le soir, autour du samovar, on explique à toute la famille la sagesse des décisions du congrès, puis on lui fait passer un examen. Les journaux de l'U.R.S.S. nous citent avec orgueil les exploits d'oudarniks qui, après avoir passé avec succès leur examen, enseignent la bonne parole à leur femme et à leurs enfants et sollicitent la visite d'une brigade un dimanche pour « examiner » ces pauvres malheureux.*

Le cours politique obligatoire

Là où on ne peut visiter tous les retardataires, on institue des cours politiques spéciaux du dimanche où ils doivent venir apprendre le catéchisme et jouir, comme dit le journal syndical Troud *du 12 mai, « du repos en même* temps que de l'instruction ! »

Même les élèves de l'école primaire devaient apprendre des leçons sur les directives émises par le XVII[e] congrès, mais comme les discours des gosses de 8 à 12 ans, malgré tout leur désir de singer leurs aînés, étaient d'un ridicule souvent trop achevé, le commissaire du peuple à l'Instruction publique, Boubnov, vient, d'accord avec le Comité central du parti, d'indiquer aux cadres de l'enseignement que pour les enfants au-dessous de 11 à 12 ans, il ne fallait pas aller si fort !

N'est-ce pas caractéristique d'un régime, que les instituteurs aient éprouvé le besoin de « faire du zèle » dans un tel domaine ?

Ils ne sont pourtant pas les seuls. Le conseil des syndicats de Bachkirie avait organisé tout récemment dans un de ces fameux parcs à nom retentissant « parc de la Culture et du Repos », *une fête avec attractions, lancement de montgolfières et feux d'artifice (comme au 14 juillet !) qui s'intitulait* « grande fête en l'honneur des décisions du XVII[e] congrès du parti ». *Les attractions attirèrent beaucoup de monde ; pourtant, le directeur du parc fut sévèrement puni par le secrétaire du Comité panrusse des syndicats parce qu'il n'avait pas inclus dans cette fête* « ...un travail sérieux de propagande en faveur des décisions du XVII[e] congrès (discours, cours, causeries, affiches, etc...) ...» (Troud *du 30 mai*). *Même en dansant, il ne faut pas oublier le dernier discours de Staline !*

Qui aurait pu prévoir que le mépris de la pensée libre put atteindre un degré pareil chez de prétendus disciples de celui qui cherchait avant tout à faire de la science.

M. Yvon.

N.B.— Comme, selon les statuts du nouveau syndicat unique des écrivains soviétiques, *« ne peuvent être membres que les écrivains qui défendent la plateforme du pouvoir soviétique et participent à la construction socialiste »*, on vient, le 19 mai, de refuser son inscription, entre autres, à notre ami Victor Serge, qui, évidemment, ne remplit pas de telles conditions... puisqu'il est exilé.

Notre but n'est pas la suppression, ni la diminution, ni le « contrôle par l'Etat » du machinisme, c'est la SUPPRESSION DU PROFIT.

Il faut que les Syndicats envisagent dans un avenir qui n'est peut-être pas très éloigné, la prise en charge de toutes les machines et qu'ils les fassent fonctionner, non pas dans le but de réaliser du profit aux dépens des travailleurs, mais d'élever toujours plus le niveau de vie des travailleurs qui les font produire.

Jean-Jacques.

(*La Bataille*).

L'ADMIRABLE COURAGE DU PROLÉTARIAT ESPAGNOL

La victoire de Saragosse

Décidément, malgré toutes leurs erreurs, nos camarades espagnols savent encore nous donner de belles leçons. Ils viennent, une fois de plus, de faire preuve d'une ténacité admirable en poursuivant sans défection pendant 40 jours une grève générale de solidarité à Saragosse. Une grève de solidarité de 40 jours, ça ne se voit pas souvent dans le mouvement ouvrier et, en France, on a de la peine à l'imaginer.

Le mouvement débuta en signe de protestation contre les mauvais traitements dont étaient victimes les emprisonnés politiques. Les patrons saisirent l'occasion pour opérer une sélection dans leur personnel et ne pas reprendre certains « indésirables ». C'est à cause de ces représailles que la grève générale fut décidée.

Dès le début, le gouvernement, dans l'intention d'entraver le mouvement, avait déclaré la grève illégale. Peine perdue. Tout Saragosse ouvrier répondit à l'appel en abandonnant le travail, et la vie économique de la capitale de l'Aragon fut entièrement paralysée du jour au lendemain. La résistance des grévistes — appartenant tant à l'Union Générale des Travailleurs (socialiste) qu'à la Confédération Nationale du Travail (syndicaliste) — fut magnifique et ne se ralentit pas un seul instant malgré les manœuvres et les provocations du gouvernement et des patrons.

Ce n'est qu'au bout du 33e jour que les ouvriers de Saragosse, décidés à tenir coûte que coûte jusqu'au bout, firent appel à la solidarité du peuple espagnol pour sauver leurs enfants de la famine. La réponse ne se fit pas attendre. Elle arriva aussitôt, de Madrid, Barcelone, Valence, telle qu'on pouvait l'attendre d'une population à qui ni la misère, ni le chômage n'a jamais fait oublier la solidarité.

La solidarité de Barcelone

A Barcelone, plus de 15.000 familles ouvrières s'inscrivirent pour prendre des enfants de grévistes et 30.000 pesetas furent réunies en quelques jours afin d'assurer les frais de transports. Dans un bel élan d'enthousiasme unanime, les ouvriers de Catalogne se portaient au secours de leurs frères aragonais. Le 6 Mai, plus de 20.000 personnes attendaient devant le local de *Solidaridad Obrera* à Barcelone, l'arrivée des cars amenant les enfants des grévistes. Naturellement le gouvernement de Catalogne ne pouvait admettre une si belle manifestation de solidarité ouvrière. La foule fut dispersée par la police; les gardes d'assaut tirèrent en l'air... et il y eut un mort et plusieurs blessés ; quant aux pauvres gosses, ils durent subir toutes sortes de tribulations avant de parvenir à destination. Le prétexte fut bon également pour suspendre l'organe de la C.N.T. en Catalogne qui venait seulement de reparaître et pour fermer ses locaux.

Cependant le patronat de Saragosse dut finir par comprendre qu'il ne pourrait plus désormais arriver à vaincre la résistance des grévistes. Il capitula finalement en s'engageant à ne pas exercer de représailles.

Cette magistrale leçon donnée au patronat aragonais, et qui a coûté aux entreprises de Saragosse plusieurs millions de pesetas de perte, donnera sans doute à réfléchir à l'avenir à la bourgeoisie espagnole.

Autres grèves

D'autres mouvements importants ont également eu lieu simultanément à Valence (grève victorieuse contre la Cie hydroélectrique) et à Madrid où la grève de la métallurgie, qui dure déjà depuis deux mois et demi, n'est pas encore terminée.

La fermentation va s'étendre maintenant aux travailleurs agricoles qui ont décidé la grève pour le 5 Juin.

Les Cortes, en votant, le 24 mai dernier, la dérogation à la loi des « termes municipaux » a encore aggravé la situation misérable des travailleurs de la terre. D'autre part, les propositions de l' « Action populaire » en matière de politique sociale agraire sont de véritables provocations. En Catalogne, le problème se complique du fait d'un système juridique régional. En tout cas, la lutte promet d'être chaude, surtout dans la région de Salamanque. Mais cette question agraire est assez importante pour faire l'objet d'un autre article, dès que les événements se seront précisés.

L. PELLETIER.

La C.G.T. oublie en ce moment que c'est elle qui nous a appris que l'Etat n'est que le Conseil d'administration de la classe capitaliste. Elle ne se souvient guère de ce qu'elle disait, il y a 25 ans !

Nous réclamons le contrôle des entreprises capitalistes par les ouvriers et non par l'Etat.

Contrôle des Compagnies de Chemins de fer par les Syndicats de cheminots !

Contrôle des Postes par la Fédération postale !

Contrôle de l'Enseignement par la Fédération de l'enseignement !

Contrôle des Mines, des Charbonnages, des Aciéries, par les Syndicats des mineurs, des métallurgistes !

JEAN-JACQUES.

(La Bataille).

La renaissance du syndicalisme

Au Syndicat le pouvoir !

Notes sur la question morale

Les lettres de Postgate et de Baranton (voir R. P. *du* 25 *avril 34) sollicitent de nous des réflexions sérieuses ; elles nous obligent à faire notre examen de conscience. Voici le mien.*

Pratiquement capable d'exercer le pouvoir politique, le syndicat en est-il moralement digne ? Telle est la question qui nous est posée, tant par des amis que par des adversaires. Elle est toujours actuelle.

Nous pourrions répondre que cette question ne nous importe guère. La bourgeoisie est gangrenée jusqu'aux moelles ; comme le remarquait Sorel, il y a beau temps qu'elle n'a plus de morale et qu'elle est fixée sur la vanité de ses prétentions à mériter le pouvoir qu'elle détient. Cependant la pourriture de la bourgeoisie ne l'empêche point de gouverner encore. Elle a tenu tout d'abord grâce à sa police puis, comme cela ne suffisait pas, elle l'a doublée d'une armée de voyous et de déclassés.

Raisonnant par analogie, nous pourrions donc rétorquer à des contradicteurs éventuels qu'une sérieuse Guépéou *syndicaliste et une imposante garde rouge sauront préserver la république prolétarienne contre les retours offensifs des partisans du passé. Quant au reste, nous nous débrouillerons toujours.*

Cette réponse ne saurait nous suffire, car il est clair qu'un régime creux, intérieurement miné, ne mène plus qu'une vie précaire. Il est sans force pour se justifier vis-à-vis de lui-même. Un jour vient où tout lui manque et où la moindre poussée le culbute.

Il ne faut pas compter sur la répression. Dans sa si précieuse brochure : « Vie des révolutionnaires », *Victor Serge a bien montré que la répression des dictatures ne réussit qu'à leur procurer d'inutiles sursis. Ni Hitler, ni Mussolini n'ont encore égalé Nicolas II et pourtant celui-ci n'a pas évité son destin.* « Un régime condamné par l'histoire qui réprime — *écrit Serge* — nous fait penser au nageur insensé qui, remontant à grand'peine le courant, penserait arrêter le cours du fleuve. La prison, le bagne, l'exil, la persécution trempent les révolutionnaires... Chaque succès de la répression est un pas vers la chute. Après chaque répression, le flot de la haine populaire monte un peu plus haut autour du trône ». *Si donc, d'une manière générale, les hommes du prolétariat groupés dans leurs syndicats ne valaient pas mieux que les hommes de la bourgeoisie, il y aurait lieu, effectivement, de trembler pour l'avenir. Mais il est certain que les syndiqués constituent, dès maintenant, une véritable* humanité, *et que la prise du pouvoir par la classe ouvrière signifiera un progrès moral et culturel, au moins autant qu'un progrès social.*

Non point que les syndiqués soient d'édifiants modèles. Même des meilleurs d'entre eux il faut dire, tout d'abord, ce que Serge a écrit des révolutionnaires russes : « Ils étaient en réalité des hommes très simples, remplis comme nous tous, de faiblesse et de défauts, manquant souvent d'intelligence fraternelle ou de bonté. Les héros les plus purs ne sont jamais pétris que de l'argile humaine ». *Il faut dire aussi qu'au syndicat il y a une masse moyenne, qui s'ébranle lentement, qui reste normalement audessous de son devoir de classe et que l'on peut, par là, considérer comme se trouvant en état de péché social. Pourtant cette masse a déjà contracté des habitudes de dignité personnelle, de solidarité, de civisme prolétarien, de dévouement, de pitié pour les camarades tombés dans le malheur. Enfin le fait consolant entre tous, c'est que le syndicat est relevé, soulevé, par son élite, une minorité de plus en plus forte qui, obscurément, sans tapage, donne l'exemple des plus hautes vertus humaines : savoir et conscience professionnels ; sacrifice à sa classe ; désintéressement total ; mépris des honneurs aussi bien que de la répression ; amour profond du vrai ; simplicité de vie ; simplicité de cœur ; modestie intellectuelle ; respect de la femme, du vieillard et du jeune homme rencontrés au syndicat.*

La bourgeoisie, dans son ensemble, est devenue un « nœud de vipères ». Elle est consumée de regrets et rongée d'amertume. J'espère montrer quelque jour, ici même, combien sont révélateurs à ce sujet les « cahiers » de Barrès, un des représentants les plus significatifs de la classe en putréfaction. La bourgeoisie est la classe carthaginoise, peureuse et cruelle, qui ne se survit que par la ruse et la supériorité de son matériel de combat. Dès lors, par le seul fait qu'il lutte à armes inégales, le prolétariat doit, pour vaincre, déployer des qualités morales de premier ordre.

Cette supériorité nous remplit d'espoir à très juste titre car elle est une anticipation de ce que sera la cité socialiste par rapport à ses devancières. En ce qui concerne l'enseignement, il est évident que les meilleures institutrices et les meilleurs instituteurs se rencontrent chez les syndiqués révolutionnaires pratiquant le refus de parvenir et non chez les jaunes qui sont des pédagogues sans curiosité intellectuelle, sans esprit d'initiative, des êtres plats que leurs chefs méprisent, même quand ils les récompensent.

Il y avait chez notre chère Marie Guillot, sans même qu'elle y songeât, les équivalents civils et laïques de l'héroïsme militaire et de la sainteté religieuse. J'ai trouvé les mêmes qualités chez notre cher et grand Tortillet, chez beaucoup d'autres qui vivent encore et que je peinerais en les nommant. Un inspecteur d'Académie, venu pour enquêter sur un de nos camarades dont la vie a été une suite de malheurs courageusement supportés, était obligé de le féliciter pour son enseignement et de lui dire : « Vous avez eu une vie héroïque, je ne veux pas que l'on vous inquiète ». C'est en bas, c'est dans notre sein que se trouvent les élites.

Dès lors, considérant cette situation de fait, je ne puis que dire : « Au syndicat, le pouvoir ! »

En ce qui concerne les « intellectuels », socialistes ou communistes, la question est pour moi toute simple. Ils ont à mériter la confiance du prolétariat, à le servir et non à s'en servir. *C'est ce que firent Proudhon, Marx, Engels, Sorel, Lénine. La place des intellectuels et des techniciens, elle est avec nous, dans le rang, soit à l'atelier, soit au laboratoire, soit au combat.*

La vie bourgeoise est une vie gâchée, une vie perdue, une vie de malheur et de détresse pour qui est vraiment un homme. Afin que sa vie ait un sens, le devoir tout simple du transfuge est de se fondre hardiment à la classe montante, d'épouser sa cause, d'écarter de sa voie les pièges, de tout ordre, semés, accumulés par la bourgeoisie. Quant à la récompense elle est, en tout et pour tout, d'avoir participé à une œuvre d'émancipation et, parfois, d'avoir place dans le grand cœur du prolétariat.

Donc, plus que jamais, au syndicat le pouvoir, tout le pouvoir ! Et ce mot d'ordre — puisque la mode est de ne plus sortir sans avoir sur soi une « ligne » orthodoxe et des mots d'ordre variés — n'implique nullement qu'il faille écarter d'autres formes d'action progressive. Je suis coopérateur, je suis communiste, mais je suis avant tout syndicaliste.

A.-V. Jacquet.

P.S. — Ces notes étaient entièrement écrites lorsque m'est parvenue la *R. P.* du 25 mai. Comme on le voit, je suis entièrement d'accord avec Louzon sur la nécessité d'une morale prolétarienne. Je n'ajouterai que quelques mots à son exposé.

La pourriture morale de la bourgeoisie me semble être dans l'étroite dépendance de sa pourriture économique. Le type de « l'affaire » bourgeoise est devenue l'affaire véreuse, sans but utilitaire.

« Il implique contradiction, disait Proudhon, qu'un peuple bénéficie sur lui-même et s'impose des taxes pour se créer des revenus ». Or le scandale Stavisky est un scandale à l'eau de rose à côté de celui que sera celui du Transsaharien, car, depuis quelques jours, la campagne en faveur du Transsaharien est de nouveau amorcée dans le *Temps* par le symbolique Edouard de Waren.

A grands coups de belles phrases et de statistiques truquées, le but réel est évidemment de jeter une dizaine de milliards dans la gueule du Comité des Forges. Je n'apprendrai pas grand chose à nos lecteurs en leur disant que jamais le Transsaharien ne « paiera ». J'ai vécu au Sahara et je sais de source certaine que le chemin de fer envisagé sera d'une parfaite inutilité. Autant vaudrait élever, quelque part, une pyramide d'acier sous le prétexte que ça fera toujours travailler quelques chômeurs.

Le capitalisme ne se survivant que sous des formes morbides, il est clair que la bourgeoisie n'a qu'une morale faite d'aberrations. L'homme qui élève des renards argentés et tue sa femme infirme est le plus naturellement du monde le fils d'un magistrat bourgeois.

Ce que nous devons craindre, c'est évidemment la contamination du prolétariat par le canal d'une économie malsaine. Ici, comme ailleurs, pas d'autre remède que le syndicalisme fédéraliste, que le contrôle ouvrier. Les petites coopératives ouvrières qui ont parfois une vie si intense doivent leur prospérité à ce que l'affaire est placée sous les yeux de tous. Sous le prétexte de donner du « sérieux » aux affaires de la coopération, de rendre les services plus « techniques », on a embourgeoisé les coopératives, on les a soustraites au contrôle des usagers. On voit le résultat.

Les coopératives sont une création du prolétariat. Elles doivent rester sous sa direction. Leur but, c'est la socialisation de l'échange et la création de nouvelles relations juridiques entre leurs adhérents. Elles peuvent ainsi contribuer à la formation morale de la classe ouvrière.

A.-V. J.

* * *

IMPRESSIONS DE CONGRÈS

Les professeurs de lycée et l'adhésion à la C.G.T.

Bien que rien de ce qui intéresse le mouvement syndical ne doive nous laisser indifférent, je ne pense pas que les lecteurs de la *R. P.* aient accordé beaucoup d'attention au Congrès qui réunissait le 21 mai les professeurs de Lycée.

C'est parmi les classes moyennes qu'il faut ranger ceux-ci. Oh ! je sais bien que beaucoup d'entre eux viennent du prolétariat. Hélas ! ce n'est pas par générosité pure que la bourgeoisie a distribué des bourses aux fils des ouvriers qu'elle jugeait les plus aptes à la servir. Il s'agit pour elle de maintenir une illusion démocratique et de puiser de nouvelles forces. Reconnaissons qu'elle y a souvent réussi. Tout contribue à faire des professeurs de lycée de petits bourgeois. Leur situation sociale, leur genre de vie, leur travail, tout développe en eux ce goût de l'individualisme qu'on leur a inculqué jadis sur les bancs de l'école, au temps où ils se disputaient les premiers prix de thème latin ou de mathématiques. Car ils ont été de « bons élèves » et ce qualificatif pèse encore sur leur activité.

Je me souviens d'une image d'Epinal en trois tableaux que j'ai vu affichée sur les murs d'une école communale : *Bon élève, bon soldat, bon citoyen*. Le bon élève descendait d'une estrade chargé de lauriers, le bon soldat était décoré par son général, et le bon citoyen, suivi de plusieurs enfants, déposait un bulletin dans une urne symbolique au milieu de la considération générale.

Je ne sais si les professeurs de lycée ont tous beaucoup d'enfants mais ils ont voté comme de bons citoyens — c'est-à-dire pour le gouvernement.

L'histoire d'une ex-amicale

Or, le vote qu'ils avaient à émettre au Congrès ne manquait pas d'importance. En bref, il s'agissait de savoir, si, oui ou non, ce syndicat — le seul syndicat autonome de l'Enseignement — accepterait d'entrer à la Fédération générale de l'Enseignement et par là d'adhérer à la Fédération des Fonctionnaires et à la C.G.T. Disons tout de suite que cette adhésion a été repoussée à une forte majorité et regrettons-le sans trop nous en émouvoir.

Si les résolutions votées nous montrent que nous aurions tort de nous laisser gagner par trop d'optimisme et nous engagent à quelque prudence le jour où nous ferons le recensement des forces révolutionnaires, le congrès nous donne aussi cependant de fortes raisons d'espérer. Il fut dans l'ensemble assez confus et il faut pour comprendre les décisions en apparence contradictoires qui y furent prises se rappeler que le syndicat des professeurs de lycée est tout entier bâti sur une contradiction interne. A vrai dire il n'a de syndicat que le nom. C'est une « Amicale » transformée depuis peu et la transformation est si peu marquée que certains lycées ont encore conservé la dénomination d'amicale et que d'autres ont changé le mot mais ont gardé l'esprit — (c'est ainsi qu'il y a encore à la tête un « Président », ce terme ayant été sans doute jugé plus représentatif que celui de « secrétaire »). Pourtant, à l'époque, cette transformation, pour si incomplète qu'elle fût, ne laissa pas de chagriner quelques esprits timorés et il fallut enregistrer quelques démissions. Pour rassurer ceux qui restaient, on dut même préciser qu'il ne serait jamais question de grève et que l'adhésion à la C.G.T. ne pourrait être votée qu'à la majorité des deux tiers. Par la suite, le syndicat s'étant montré à l'usage fort peu révolutionnaire, presque tous les professeurs avaient rejoint l'organisation qui compte aujourd'hui plus de 5.000 membres.

C'est alors qu'une poignée de militants, groupés dans un syndicat confédéré, entreprit de remuer un peu cette masse amorphe. Ils étaient actifs, pleins d'ardeur et de foi. Leurs collègues, trop heureux de se décharger sur les voisins du souci de la direction leur confièrent à la quasi unanimité tous les postes importants et l'on vit ce paradoxe de militants confédérés dirigeant un syndicat autonome.

Au début, tout marcha bien et les événements semblèrent donner raison à leur tranquille assurance. C'était l'époque de la prospérité ; le syndicat marchait de succès en succès ; les traitements étaient enfin revalorisés. Et les plus timides, rassurés sur le sort de leur porte-monnaie, suivaient les entraîneurs avec confiance. Au précédent congrès même, la majorité décidait l'adhésion à la C.G.T., mais cette majorité n'atteignant pas les deux tiers requis par les statuts, la décision n'était pas applicable.

Et puis vinrent les jours moroses. Ce furent les premiers prélèvements sur les traitements, prélèvements qui n'affectaient que les traitements moyens. Les professeurs commencèrent à s'indigner. Ils n'étaient eux-mêmes capables d'aucune action sérieuse pour se défendre. C'est avec peine qu'on put les entraîner à un mouvement de 5 minutes lors du 20 février 1933. Mais ils auraient très bien admis que les facteurs et les cantonniers se missent en grève. C'est comme cela qu'ils conçoivent la solidarité : la candeur des universitaires est sans borne...

Mais les choses n'en restèrent pas là. La déflation se fit sentir plus durement. Tous ceux que les avantages avaient attirés ou retenus s'éloignèrent de ce syndicat et de ce bureau composé de révolutionnaires. Le spectre de l'homme au couteau entre les dents fut habilement agité.

Peut-être si les événements avaient suivi leur cours normal, les confédérés auraient-ils essayé de gagner du

temps, faisant confiance à l'esprit critique de leurs collègues. Mais l'heure était trop grave pour tergiverser. Un choix s'imposait à bref délai et c'est pourquoi un congrès extraordinaire fut réuni à la Pentecôte pour décider de l'orientation syndicale. O logique humaine ! Appelés à choisir entre deux politiques, celle du 6 février ou celle du 12 février, entre l'émeute fasciste et la calme riposte prolétarienne, les universitaires, qui sont des gens d'ordre, ont donné leur préférence à la journée sanglante.

3.200 voix contre 1.900

Ceci indique le désarroi des esprit. Ce désarroi apparut surtout dans les débats du congrès. C'est en vain que les syndicalistes, confédérés ou universitaires, montrèrent les dangers du fascisme menaçant ; c'est en vain qu'ils firent le procès des vieilles corporations que l'on voudrait faire renaître, tout entières dans la main des gouvernements, comme chez Hitler ou Mussolini ; en vain que l'on fit appel à la dignité d'homme des délégués, cette dignité d'homme libre qui n'accepte pas de se coucher volontairement devant le pouvoir exécutif comme un chien que l'on cravache. La plupart des professeurs présents étaient porteurs de mandats impératifs ; le siège du congrès était fait et les pointages officieux des couloirs ne laissaient aucun doute sur le résultat du vote. Les représentants de la majorité eurent beau jeu à venir nous parler d'un Etat fort et d'une nation rénovée. Confondant « intellectuel » et « intelligent », ils eurent beau jeu à venir réclamer les droits de l'intelligence. Ils purent sortir leur éternel couplet sur l'ennemi héréditaire : l'enseignement primaire, ce pelé, ce galeux d'où nous vient tout le mal. Ils purent, avec une hypocrisie qui ne trompa personne, réclamer pour le syndicat un rôle purement professionnel, alors qu'on venait de leur montrer ce que cette conception a de simpliste et d'irréalisable. « Pas de politique ! » disent-ils. Et dans un lycée de Paris, un proviseur qui n'était certes pas révolutionnaire, pouvait, l'an dernier, dire aux professeurs assemblés en conseil de classe : « Messieurs, il n'y a plus de questions pédagogiques. Il n'y a que des questions budgétaires ». N'était-ce point avouer que le problème politique — ou social — domine tous les autres ? Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre et la tendance corporative l'emporta sur la tendance syndicaliste par 3.200 voix environ contre 1.900.

Majorité hétéroclite

La réaction, il est vrai, avait mené une offensive de grand style à laquelle rien ne manqua : ni les petits papiers qui circulent sous le manteau, ni les insinuations malveillantes ou injurieuses à la tribune. Le cercle Fustel de Coulanges avait donné tout son effort. Il cueillera maintenant les fruits amers de sa victoire, car la désunion est déjà dans le clan des vainqueurs. Majorité hétérogène s'il en fut ! On vit, à côté des tenants d'*Action Française*, des républicains épris de traditions libérales et d'un chimérique 89 ; on vit des signataires de l'appel lancé par la ligue des intellectuels antifascistes, eux qui se déclarent prêts à tout sacrifier pour défendre les libertés ouvrières, refuser de rejoindre le prolétariat dans ses organisations de classe ; on vit — comble de l'incohérence — des professeurs déjà inscrits personnellement à la C.G.T., et ayant en poche leur carte confédérale, voter contre l'adhésion... Mais la droite de l'assemblée ne montra guère plus d'esprit de suite. Les syndicalistes firent voter un ordre du jour de protestation contre les décrets-lois sans qu'aucune voix n'ait osé s'élever pour les défendre, même parmi ceux qui s'en étaient déclarés les plus chauds partisans. Un texte de solidarité avec notre collègue Verdier, professeur à Paris, suspendu de ses fonctions pour son activité sociale, recueillit toutes les voix — même celles des amis politiques de Monsieur Canat, qui, dans une lettre qui est un monument de platitude, d'inconscience, avait osé réclamer du gouvernement des sanctions contre ses collègues, grévistes le 12 février.

Tous les "clercs" ne trahiront pas

Quoi qu'il en soit, la situation ne laisse pas de préoccuper tous les syndicalistes de l'enseignement secondaire. L'aggravation de la crise, peut-être aussi la peur d'une grève et les menaces de sanctions, ont renforcé la tendance corporative qui, par suite de la démission du bureau, va désormais diriger le syndicat et donner sa mesure. Nous l'attendons à l'œuvre. Mais la maison sera-t-elle encore habitable pour de véritables syndicalistes ? Telle est la question que posait le secrétaire de la Fédération générale de l'Enseignement dans une récente *Tribune des Fonctionnaires* et à laquelle les jours prochains vont apporter une prompte réponse. Quelle qu'elle soit, les syndicalistes n'abandonneront pas la partie. A l'intérieur ou à l'extérieur du syndicat, ils continueront à lutter pour montrer à leurs collègues leur véritable devoir. Le 12 février, ils ont dans certains lycées enregistré un véritable succès. Lors des élections au Conseil supérieur, leurs candidats ont réuni souvent plus de voix qu'ils n'auraient osé l'espérer. Hier, malgré la campagne menée par les adversaires de la C.G.T., ils ont obtenu près de 2.000 voix. En face de la majorité disparate qui s'est constituée contre eux et qui ne peut rester unie que dans la plus totale inaction, ce bloc de 2.000 professeurs affirmant leur volonté d'action commune avec tous les universitaires, tous les fonctionnaires, tous les travailleurs, permet de regarder l'avenir avec sérénité ! Les prolétaires peuvent avoir confiance : Tous les « clercs » ne trahiront pas !

H. FAURÉ.

Pendant que des hommes souffrent de la faim

Voici, d'après *Industrial Worker*, l'organe des I.W.W. d'Amérique, une liste... incomplète de quelques récentes destructions, la plupart en Amérique, les autres ailleurs :

Orge. — Est utilisée au Canada comme combustible.

Carottes. — En Floride, de un tiers à la moitié de la récolte fut retournée aux paysans par les commissionnaires.

Céleri. — En Floride, 30.000 paniers furent détruits durant février 33.

Café. — Au Brésil, 7.750.000 sacs furent détruits durant les dix derniers mois de 1933.

Cochons. — Aux Etats-Unis on a tué sans les utiliser, 6.200.000 cochons et 220.000 truies en 1933 ; le programme de réduction des ensemencements de maïs pour 1934 exige la destruction de 2 millions de truies.

Lait. — A Los Angeles, 200.000 litres sont versés aux égouts par mois. A Hartford, 20.000 litres par jour. Une réduction de 15 % de la production de lait et de beurre est envisagée, entraînant la suppression de 600.000 vaches laitières.

Oranges. — Un million et demi furent détruites en Espagne, en août 1933. En Californie, leur destruction règne partout : en un seul lieu un tas de plus d'un kilomètre de long attend de pourrir.

Pêches. — De gros cultivateurs américains détruisirent 80.000 pêchers.

Poires. — En Orégon, la moitié de la récolte de la vallée de la Rogne fut donnée aux chiens.

Saumons. — 40.000 furent détruits dans l'Alaska en un seul point : la baie de Katchekan.

Moutons. — 225.000 furent détruits au Chili, en juin 1933. Aux Etats-Unis, des centaines de mille furent tués et abandonnés aux vautours.

Epices. — Dans les Indes néerlandaises, des centaines de tonnes furent détruites par la Dutch East India C°.

Fraises. — 10.000 hectares de fraisiers furent laissés sans être cueillis, aux Etats-Unis.

Thé. — A Ceylan, 30 millions de kilos furent détruits. Aux Indes, à Ceylan et dans les Indes néerlandaises on est d'accord pour réduire la production de 15 % durant les prochaines quatre années.

Tabac.— Les plantations aux Etats-Unis ont été réduites de plus d'un tiers.

A travers les Livres

Aron et Dandieu : **La Révolution nécessaire** (Grasset).

Dès la préface les auteurs se défendent de *noyer l'esprit révolutionnaire sous les flots d'un sentimentalisme vague*, et ils masquent en effet au cours des 280 pages du livre par des raisonnements abstraits mais précis, vérifiables, irréfutables et combien nombreux, qui semblent prévoir toutes les critiques et les réduire à néant, ce caractère principal de leur ouvrage. Car si on ne peut pas les accuser de *sentimentalisme vague*, la rigueur même de leur argumentation prouve la passion qu'ils apportent à défendre leur « *Ordre nouveau* », seul but possible — d'après eux — d'une Révolution qui n'aboutirait pas à une impasse.

Impasses, en effet, le communisme industrialiste, l'étatisme fasciste ou le nationalisme raciste qui sont plus l'exaspération contemporaine de pratiques révolutionnaires depuis longtemps connues et dépassées, qu'un renouvellement total ou cohérent. Ce que, dans ces trois cas on appelle Révolution n'est qu'une rupture d'équilibre dans la vie politique, économique ou spirituelle. Aucun facteur nouveau n'est introduit simplement, l'ordre des valeurs change et gonfle un élément, depuis longtemps connu, matière ou race. Evolution, conclut Dandieu, qui emprunte les attributs extérieurs de la Révolution (conflits partiels, émeutes sanglantes, coups d'Etat, destructions ou constructions massives) mais non Révolution. « *Ce que la Révolution a de spécifique, c'est de promouvoir, par une rupture spirituelle globale, un ordre nouveau. Cet ordre nouveau mettra les institutions au service de la personalité et subordonnera l'Etat à l'homme* ».

Il faut donc revenir à l'homme. Non pas le contribuable, l'électeur, le producteur ou le client mais l'homme éternel, humain qui vit en société mais a conscience de sa personnalité, et qui oscille entre les désirs contraires d'affirmer celle-ci en l'opposant à la collectivité ou de la consolider en l'appuyant sur elle. D'où les conflits qui opposent périodiquement l'homme aux institutions sociales.

*
* *

Dans la première partie de l'ouvrage sont étudiées les questions de travail et d'échange.

Dans la crise actuelle, en apparence, le syndicalisme triomphe du patron et protège le travailleur, mais en fait la concentration financière et l'étatisme privent le travailleur du droit au travail. Ainsi tout l'arsenal de défense rassemblé par lui pendant des générations est maintenant démodé. L'ouvrier opprimé ne voit plus son sort dépendre de considérations personnelles ou morales mais uniquement de considérations économiques. Tyrannie sans tyran à laquelle sont en proie aussi ceux contre qui l'ouvrier est tenté de se dresser (usines fermées, affaires en faillite sont le chômage du patron).La loi d'airain ne jouant plus, *la question révolutionnaire se pose indépendamment des classes. Il n'y a pas de nécessité profonde, pas de raison absolue pour que le prolétariat soit la classe révolutionnaire* ». Suit une comparaison de la crise moderne avec la crise de l'esclavage qui marque la fin des temps antiques et le rôle des inventions de la pré-Renaissance (attelage moderne des animaux, en particulier du cheval, moulin à vent, gouvernail d'étambot, forge à martinet) qui réalisent une économie de force considérable et libèrent l'homme d'un certain nombre de besognes serviles. Le machinisme permet actuellement une économie de force encore plus grande, d'où chômage et gaspillage de l'invention qui n'est qu'à demi exploitée et de l'économie de force que le chômeur représente.

« *Là, le but de la Révolution sera de réaliser au profit de l'ensemble de la communauté pour la libération personnelle de chacun de ses membres l'économie de force qui est en train de faire sauter le vieux monde, d'en finir avec les tyrannies économiques et de rétablir la hiérarchie spécifiquement humaine des valeurs : spirituel d'abord, économique ensuite* ».

Dans le chapitre suivant, les auteurs cherchent de même à réintroduire dans les actes d'échange et de crédit les causes spirituelles et humaines. Ils font justice, avec de soi-disant preuves historiques à l'appui, de ce que prétendent les économistes libéraux ou marxistes ramenant l'échange à de pures opérations quantitatives au lieu qu'il est un acte au sens philosophique du mot, comportant un élément de risque et de *crédit*.

Donc le front révolutionnaire n'est plus celui des banques ni celui des usines. L'homme ayant créé des organismes pour le servir se trouve menacé et brimé par les constructions qui auraient dû le libérer. Il devient nécessaire de sortir de ces organismes, de les dominer. « *Et la révolution nouvelle sera une revanche du concret sur l'abstrait* »

Critique de la situation actuelle et construction de l'ordre nouveau s'appuient sur deux principes :

« 1° *Affirmer la totalité des phénomènes humains, particulièrement sociaux. On ne saurait pas plus séparer l'économique du psychologique, que l'âme du corps ou l'esprit de la matière ;*

« 2° *La société humaine est une tension, c'est pour cela qu'elle est personnalité et anti-étatiste par essence* ».

Entre l'homme considéré comme universel et l'homme pris dans sa particularité raciale, locale et culturelle, entre l'homme tel qu'il est donné et tel qu'il se veut, il y a une tension permanente dont le fléchissement est marqué par les périodes d'impérialisme et d'anarchie.

De là les résolutions suivantes :

1° Substituer à l'organisation actuelle de la production, où le travail indifférencié apparaît comme un idéal absorbant et exclusif, une organisation nouvelle où ce même travail soit mis en tutelle et strictement limité à certaines fonctions subalternes, de façon à permettre l'essor du travail créateur et personnel, soumis au hasard, au risque et aux joies fécondes de l'invention humaine ;

2° Substituer à l'organisation actuelle du crédit, purement abstraite et arithmétique, une organisation nouvelle où le crédit allié par des liens personnels aux forces d'invention créatrice, participe réellement à leurs risques et à leurs conquêtes.

Tout ceci, prévoient les auteurs, sera réalisé par la France, d'abord parce que c'est le pays qui trouve dans son histoire la tradition personnaliste et antiétatiste et pour qui le concept de liberté garde toute sa vigueur ; ensuite parce qu'une révolution ne peut pas aboutir doctrinalement dans un pays en état de crise aiguë. L'idée de Révolution n'est pas séparable de l'idée d'ordre et l'institution d'un ordre nouveau ne peut s'élaborer vraiment qu'en dehors de certaines angoisses trop urgentes.

Ceci, publié en novembre 1933, est-il valable encore pour la France de 1934 ? A côté de l'infime minorité qui expose et critique des doctrines, la masse qui souffre et qui ne veut plus souffrir ne sera-t-elle pas plus forte et à cette Révolution raisonnée et pacifique, tendant à l'*ordre* ne substituera-t-elle pas la Révolution sanglante dont on sait qui la commence mais dont on ignore au profit de qui elle se terminera ?

Ch. CHIANÉA.

Léon Trotsky : MA VIE (Rieder).

L'intérêt essentiel de ces mémoires — en un seul volume — réside, à mon sens, dans le fait que l'auteur les a volontairement écrits au titre de militant qui, placé au centre même de la lutte révolutionnaire y consacre toutes les forces de chaque instant de sa vie. La Révolution, il la montre au jour le jour, comme un homme qui l'a faite au poste de responsable peut la voir : sans fard, avec ses humbles exigences, ses détails d'organisation, ses problèmes complexes, ses obscurs ouvriers, ses ressources cachées ; en un mot dans toutes ses palpitations intérieures que l'histoire oublie mais que le militant doit connaître. Si Trotsky est d'une extrême

avarice de mots au sujet de tout ce qui le touche personnellement, s'il peint avec une extrême sobriété de termes les scènes les plus émouvantes, il porte en revanche sur les actes et sur les chefs des appréciations nombreuses, se défend et accuse, traite avec une minutieuse précision de ses rapports avec Lénine, de l'évolution du stalinisme — alimentant par là les problèmes actuels les plus criants et continuant de servir en combattant ce qu'il croit être la révolution véritable.

Quant à l'inspiration générale de sa vie telle qu'elle apparaît à travers l'autobiographie, elle peut être résumée en cette formule de l'auteur lui-même :

« *Pénétrer dans le déterminisme de tout ce qui s'accomplit et trouver sa place dans ce déterminisme, telle est la première obligation d'un révolutionnaire. Et telle est aussi la plus haute satisfaction personnelle à laquelle puisse aspirer celui qui ne confond pas sa tâche avec les intérêts du jour présent* ».

Malgré la richesse de la substance, le texte demeure clair, la lecture aisée à la condition que les faits et les théories soient connus dans leur ligne générale. Aussi, la présentation de ces mémoires en un seul volume d'un prix modique en assurera une diffusion louable.

H. CANTEGRIL.

Marc Bernard : LES JOURNÉES OUVRIÈRES DES 9 ET 12 FÉVRIER (Grasset).

Dans l'esprit de l'éditeur, ce livre est destiné à mettre au point — en tenant compte avant tout de la réalité des faits — les informations souvent contradictoires sur lesquelles se forme l'opinion qui commandera elle-même l'avenir de la France. Marc Bernard étudie d'abord les causes de la réplique ouvrière aux émeutes du 6 février, puis la préparation de la journée du 12. On retrouve dans le livre, les appels des syndicats, du parti socialiste, de la C.G.T., du parti communiste, les ordres du jour votés à Vizille, à Carmaux, dans le Haut-Rhin, toutes les tentatives d'*unité d'action*. A lire simultanément les appels du parti socialiste et ceux du parti communiste, il apparaît mieux que l'un et l'autre demandent l'unité, mais ne s'abaissent pas, le parti communiste surtout, à l'accepter. Chacun veut avoir le bénéfice de l'initiative et si la journée du 12 voit la magnifique réalisation d'unité d'action que l'on sait, c'est que la masse des gens voit plus haut que les chefs de partis. Pour la masse, n'existe ni la générosité de l'offre d'action commune, ni l'esprit conciliant de l'acceptation, il n'y a que l'impérieuse nécessité d'être unis pour montrer sa force à une réaction qui s'est révélée plus puissante et mieux organisée qu'on ne l'aurait cru et à un gouvernement d'Union nationale prêt à toutes les capitulations dont les prolos feront les frais.

Cependant le parti communiste ayant décidé seul de manifester le 9 février, maintient sa manifestation que viendra appuyer une forte troupe de socialistes. Quelle commission d'enquête s'inquiètera de savoir si les sommations ont été faites avant que la police, sans descendre des camions qui la transportent, tire à bout portant dans le tas de manifestants; 6 morts ou mourants, des centaines de blessés : tel devait être le bilan de cette journée, prélude à celle du 12.

Sur celle-ci, à Paris et en province, Marc Bernard donne des chiffres qui mieux que toutes les descriptions en montrent le plein succès. Et il tire la conclusion : « *La classe ouvrière garde ses forces intactes ; elle ne demande qu'à vaincre. Il ne lui manque que des chefs à la hauteur des circonstances actuelles, capables de se dégager des routines, du conformisme desséchant jusqu'ici en honneur dans le parti socialiste, comme dans le parti communiste : l'un empêtré dans son excès de légalité, dans un réformisme désuet, l'autre dans ses braillements, son absence complète de sens politique...* »

Mais, en attendant, la belle victoire du 12 février reste sans lendemain : les décrets-lois sont annoncés, signés et appliqués, les sanctions contre les grévistes d'avril sont prises sans que les « *forces intactes* » sachent s'y opposer. Alors ?

Ch. CH.

Henriette Valet : MADAME 60 BIS (Grasset).

Une pauvre femme va accoucher à l'Hôtel-Dieu. Dans l'immense grenier où on hospitalise les femmes enceintes : plus de place ; elle couchera sur un brancard entre le lit 60 et le lit 61. C'est ainsi qu'elle devient Madame 60 bis. Jamais encore la vie de ces maternités n'avait été narrée avec une aussi rude franchise. Nul désir d'attendrir le lecteur en dramatisant des situations pénibles, mais nul souci non plus d'épargner sa pudeur : personnages et souffrances sont décrits avec des mots au sens propre et tous les détails nécessaires. L'émotion et l'intérêt naissent justement de cette précision et de cette sobriété. Ce qui frappe surtout, c'est la justesse avec laquelle sont notées les réactions de ces femmes (on en voit dans le livre plusieurs qui esquissent l'histoire de leur vie) contre le malheur, la misère. Dû notre foi de révolutionnaire en souffrir, ce n'est pas de celles qui souffrent le plus qu'il faut attendre le plus de révolte. « *La souffrance est ensevelie dans la torpeur. On la supporte mieux ainsi. La misère serait intolérable s'il fallait la voir en face. Mais parce qu'on ne la voit pas, parce qu'on évite par dessus tout la vue de son malheur, le malheur continue. Pas de révolte. Pour éveiller en elles la révolte, il faudrait d'abord éveiller le désespoir. Mais ai-je le droit de le faire ?* »

L'auteur qui fait faire le récit par son héroïne principale, néglige de lui faire raconter son histoire, le livre n'aurait pu qu'y gagner.

Tel quel il reste le témoignage lucide et courageux d'une grande souffrance humaine.

Ch. CH.

Georges David : MADELUCHE (Rieder).

Des tableautins, de courtes scènes, des portraits à l'emporte pièce : toute la petite ville tourangelle défile devant nous au rythme des saisons et des jours. Minces joies, rudes peines, misère sans cesse renaissante de ces « culterreux » que la vieille Madeluche, Rape l'aigual son gendre, Sicard Léon et Ploumayou le plâtrier, incarnent si bien. On s'y sent vivre parmi ces 2.000 habitants tant ils surgissent nets de cette suite de récits ; on se surprend à parler avec leur langage qui n'est ni du français, ni du patois, à penser avec leur esprit « d'haricotier » et leur résignation de gueux à perpétuité. C'est dire que l'intérêt ne faiblit pas une minute et que ce David nouvelle manière égale et même dépasse celui de la *Parade*, de *Curebissac* et de la *Carne*.

Ch. CH.

Où en est la semaine de 40 heures en Amérique

D'après le *New York Times*, sur 393 des 400 codes actuellement approuvés, 341 comportent la semaine de 40 heures.

La semaine la plus courte est celle du code de l'industrie des tuyaux en fonte où le maximum des heures autorisées est de 27.

Dans les lattes métalliques la semaine est de 32 heures. Douze industries ont la semaine de 35 heures, treize de 36 heures, deux de 37 heures et demie.

Les industries où la semaine est de plus de 40 heures se décomposent ainsi ; une a la semaine de 42 heures, quatre celle de 44 heures, une de 45, quinze de 48, une de 52, deux de 54, et onze ont des semaines différentes selon la saison.

FAITS ET DOCUMENTS

Doriot et l'I.C. Après un recul purement stratégique, déterminé par la défaite totale qu'essuya le Comité Central du Parti Communiste devant les ouvriers de Saint-Denis, l'Internationale communiste, le Parti communiste français et *l'HumaniJté* ont rouvert la « discussion » contre Jacques Doriot et l'immense majorité des militants et des ouvriers dionysiens.

Il s'agit d'une « discussion » selon les méthodes chères aux politiciens communistes français: toutes les pièces d'artillerie, les petites et les grosses, font feu sur un adversaire réduit au silence : on a pu lire, en première page de *l'Humanité*, un document où l'Internationale communiste prononce la condamnation la plus catégorique contre Doriot et le rayon de St-Denis... sans même les avoir entendus.

Nous nous sommes procuré la réponse de Jacques Doriot à l'Internationale communiste. Nous en reproduisons les principaux passages.

Si Doriot et ses amis sont, comme c'est probable, exclus du P. C., ils le seront pour ce grand crime de vouloir l'unité des travailleurs contre la menace fasciste. Voici le texte de Doriot :

LES RESPONSABILITÉS DE L'I.C.

...Quoique membre suppléant de l'Exécutif, je n'ai pas été invité à participer aux travaux du XIII[e] Plenum alors que j'avais manifesté des divergences précises sur la tactique du front unique et sur d'autres questions que j'ai exposées dans mon discours de janvier. Or, vous avez manifesté une opposition formelle à mes propositions.

Dans le texte élaboré en accord avec la délégation française, ma proposition est repoussée sous la forme suivante: « *Combattant vigoureusement toutes les tentatives opportunistes de substituer à cette ligne la ligne de pourparlers et de dissertations, il faut repousser résolument toute idée de faire des propositions de front unique à la direction du parti socialiste (S.F.I.O.) à l'heure actuelle.* »

C'est ce texte précis qui a servi de base à la direction pour me qualifier d'opportuniste et qui a déterminé la ligne fausse dans la tactique de front unique, et les erreurs grossières du 6 au 12. Dans un autre texte, vous avez déclaré qu'il fallait en terminer avec l'opportunisme. Ainsi, dès que vous avez caractérisé notre position comme opportunisme il fallait arriver à des mesures disciplinaires. A la genèse du conflit actuel, il y a donc les divergences sur la tactique de front unique que vous avez élaborée en accord avec la délégation de la majorité du Bureau Politique et votre conception de la lutte contre l'opportunisme. Le B.P. et le C.C. s'y sont ralliés dans leur immense majorité, mais ce serait vraiment abusif de faire croire aujourd'hui que sur ce point fondamental ils portent la responsabilité du conflit qui a éclaté. Il faut reconnaître qu'ils n'ont fait qu'appliquer strictement la résolution du XIII[e] Plenum.

Dès le 1[er] janvier, conscient des difficultés de l'heure, j'ai prié votre représentant de vous informer de la situation que créait votre texte. Je lui ai montré précisément mon désaccord sur cette question de tactique. Je l'ai informé de mon intention de soulever le problème devant le Comité Central et de vous en informer immédiatement. Je n'ai pas eu de réponse précise à ce sujet avant le Comité Central du 25 janvier.

LES CONDITIONS D'UNE DISCUSSION

...Nulle équivoque n'est plus possible sur la signification du scrutin du 6 mai ; c'est bien la politique d'unité d'action que nous avons défendue contre le Comité central qui a été plébiscitée par la classe ouvrière. C'est ce problème décisif qui se trouve posé avec force devant toute la classe ouvrière par la discussion antérieure et sa première sanction populaire. C'est sur ce problème important que nous sommes prêts à discuter avec vous et avec toute la classe ouvrière.

Toutefois, avant d'entreprendre toute discussion de cette nature, il convient de normaliser la situation du parti. Or, la campagne de discrédit menée depuis trois mois par la direction contre nous a créé un grand trouble chez les membres du parti et parmi nos sympathisants les plus actifs. Il faut que ceux qui ont fait le mal rétablissent eux-mêmes la situation.

Dans un document que nous joignons en annexe, nous montrons à quelles conditions la situation peut être normalisée et permettre l'examen objectif du problème de l'unité d'action. Voici le résumé de ces conditions :

1° Rectification de toutes les informations fausses parues dans la presse officielle du parti ;

2° Ouverture de la discussion dans tout le parti en vue de préparer la conférence nationale reculée en automne ;

3° Reconnaissance publique des fautes commises : *a*) dans la tactique du front unique ; *b*) du 6 au 12 février ; *c*) à l'égard du rayon de Saint-Denis.

Si la direction du parti accepte ces conditions, il est possible de normaliser très rapidement la situation du parti. La lutte que nous avons dû engager publiquement nous a été imposée par la violation des règles élémentaires du centralisme démocratique qui conditionne l'existence même du parti. Pour que la lutte publique cesse, il suffit très simplement de rétablir un régime normal à l'intérieur du parti. Mais tant que ce régime normal n'est pas rétabli, tant que les membres du parti n'ont pas le droit de discuter librement les propositions qui leur sont faites, tant que ces propositions sont déformées, tant que la direction monopolise toutes les tribunes intérieures et extérieures au parti, tant qu'elle expose à sa guise le point de vue de ceux qu'elle combat, il n'est pas possible d'accepter les propositions qui sont faites.

Aussi il ne m'est pas possible de souscrire aux conditions que vous voulez m'imposer dans votre communication au parti français. Je prends acte que, prévenus télégraphiquement qu'une lettre vous était envoyée pour préciser les conditions de cette discussion, vous n'avez pas voulu attendre sa réception pour nous condamner. D'une façon brutale, catégorique, vous refusez à un vieux militant de l'Internationale communiste, fondateur du Parti français, le droit et le temps de vous faire certaines propositions qui intéressent l'avenir du mouvement ouvrier. Alors que vous êtes déjà en possession de tous les matériaux et de tous les documents et que vous pouviez déjà comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une discussion personnelle entre Thorez et moi-même, mais de la conception même du développement du mouvement révolutionnaire dans la situation actuelle, vous n'avez pas formulé une seule opinion sur le fond de la question. Vous m'avez condamné brutalement pour des motifs tout à fait formels d'indiscipline dont vous savez pertinemment que la direction du Parti, appuyée par votre représentant, porte toute la responsabilité. Alors que nous vous demandions d'étudier avec nous la réalisation de l'unité d'action dans le pays, seule capable de nous garantir de l'arrivée du fascisme au pouvoir, vous éludez la réponse à cette question et vous refusez de discuter davantage avec nous.

L'expérience du 6 au 12 a démontré péremptoirement que la direction du parti était incapable d'agir révolutionnairement et victorieusement contre le fascisme parce que sa tactique sectaire l'empêchait de réaliser dès le premier danger l'unité d'action de toute la classe ouvrière : en outre, vous avez vu se dresser contre cette tactique erronée des masses importantes d'ouvriers, cependant vous ne voulez pas trancher le débat ni apprécier les divergences qui nous opposent. Vous approuvez en bloc la tactique de la direction incapable en condamnant sèchement ceux qui, au moment du danger, ont demandé l'application d'une tactique que de gré ou de force la direction actuelle est obligée de subir sans en comperndre toute la nécessité et toute l'importance.

UNE PROPOSITION

...Nous voulons rester dans le parti communiste. Si nous en sommes séparés, ce sera à la suite de l'application du deuxième point de votre résolution qui laisse toute latitude aux sectaires et scissionnistes du Comité central de prendre contre nous des sanctions idéologiques et d'organisation à cause de notre lutte pour l'unité d'action. Dès maintenant, nous vous prévenons que nous ne reconnaîtrons aucune de vos exclusions et que nous continuerons, exclus ou non, à militer dans les organisations de base que nous avons contribué largement à développer.

D'ailleurs, nous voulons continuer la discussion. Puisque votre télégramme rend l'hypothèse de mon voyage à Moscou absurde, je veux faire la proposition suivante : le Comité exécutif de l'Internationale constitue une commission internationale à Paris pour examiner la situation générale en France, les perspectives révolutionnaires du pays, le programme d'action capable d'entraîner les masses ouvrières, paysannes, petites bourgeoises dans la lutte contre le grand capitalisme, les formes concrètes de réalisation de l'unité d'action.

Je pense que cette commission, chargée d'étudier ces points essentiels de l'évolution future du mouvement révolutionnaire de ce pays, pourrait consulter, non seulement comme le fait le comité exécutif, quelques rares militants du mouvement ouvrier français, et en général toujours les mêmes, invités à Moscou pour les circonstances, mais des centaines de militants, d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, de communistes, de socialistes, d'unitaires, de confédérés, d'inorganisés, qui tous, aiment et admirent la révolution russe et ne comprennent pas toujours les mots d'ordre et la tactique de l'Internationale communiste. Je suis persuadé que cette consultation large et profonde du mouvement ouvrier français modifierait beaucoup les jugements dogmatiques qui sont portés sur notre mouvement dans de nombreuses résolutions du parti adoptées en accord avec vous.

Il faut se rendre compte que la grande crise économique et sociale que traverse le pays pourrait amener chaque jour à l'œuvre révolutionnaire des matériaux nouveaux si la direction de notre parti n'avait pas des œillères et un jugement étroit sur les événements actuels.

C'est seulement par ce procédé beaucoup plus fructueux que le voyage d'un ou deux dirigeants du parti auprès de vous que vous pourriez dégager de grandes directives pour le travail révolutionnaire dans notre pays. Je suis persuadé que si vous y consentiez, la situation intérieure de notre parti vous apparaîtrait sous un tout autre jour. Vous ne classeriez plus alors les militants du parti français en fidèles soldats de l'Internationale communiste ou en fonctionnaires désabusés par un trop long stage dans vos rangs. Au contraire, vous comprendriez que l'expérience acquise au service du parti et de l'Internationale ne se traduit pas obligatoirement par le vote unanime et sans réserves des résolutions que vous nous envoyez.

C'est justement l'expérience que nous avons acquise au service du parti et du mouvement révolutionnaire qui nous a obligés à vous dire à plusieurs reprises que nous ne pensions pas que la tactique et les mots d'ordre que vous préconisiez étaient adaptés à la situation du pays. A cause de cela, vous nous traitez aujourd'hui avec une rigueur implacable, comme vous le faites à juste titre pour les ennemis de la révolution. A notre habitude, nous vous disons franchement que vos appréciations ne sont pas justes, que vous commettez à notre égard une grande injustice doublée d'une erreur.

Les conséquences personnelles de cette injustice et de cette erreur, nous importent peu, ce qui compte seul, c'est l'avenir des masses travailleuses de ce pays. C'est pourquoi certains d'être en contact avec elles, d'en traduire le sentiment profond, les espérances, d'en défendre l'intérêt immédiat comme l'intérêt historique, nous continuerons à livrer le combat pour l'unité d'action, préface au grand rassemblement des forces ouvrières qui changera complètement la physionomie du pays.

ENTRE NOUS

Débourrez les crânes

Nous insistons à nouveau auprès de nos abonnés et lecteurs pour qu'ils emploient tous leurs efforts à la diffusion de notre brochure sur l'Indochine.

Les Kerillis, les la Rocque, les Daudet disposent de millions pour bourrer les crânes ; nous ne disposons, pour les débourrer, que de notre activité et de notre dévouement. Il ne faut pas que ceux-ci se ralentissent. Montrer sous son vrai jour, à l'aide de documents irréfutables, ce qu'est « la France », ce qu'est le colonialisme, c'est saper à la base les idées sur lesquelles s'appuie le fascisme.

Pour permettre la plus large diffusion possible de Un fleuve de sang, nous en avons établi le prix de vente extrêmement bas : un franc. En comparant avec les brochures similaires on se rendra compte de la différence. Mais ce prix ne nous occasionnera pas de déficit que si toutes les brochures tirées sont vendues, et le plus rapidement possible.

Nous avons fait un tirage de 5.000 exemplaires, pensant bien qu'il se trouverait au moins 500 de nos abonnés et lecteurs pour nous en commander chacun dix. Il faut que nous ne nous soyons pas trompés. Etes-vous des 500 ? Avez-vous déjà passé votre commande de 10 exemplaires, soit 9 francs ! Sinon, hâtez-vous ! — Il nous faut payer l'imprimeur, et reconstituer rapidement notre trésorerie pour pouvoir faire de nouvelles éditions.

Faites connaître la vérité sur l'Indochine ! Passez-nous votre commande !

Et n'oubliez pas non plus notre Précis de Géographie économique

La vente de la brochure sur l'Indochine doit être pour nos amis l'occasion également de faire connaître à ceux qui l'ignorent encore, notre Précis de géographie économique *de Horrabin, édité l'année dernière.*

C'est encore du débourrage de crânes, du débourrage à plus longue portée. C'est l'histoire remise sur ses pieds : basée sur le rôle de la technique et de l'économie au lieu d'être basée sur celui des « rois » et des « races ».

Nous rappelons qu'à ceux de nos camarades qui veulent bien se charger de la vente du Précis, *nous leur envoyons franco le nombre d'exemplaires demandés, nous reprenons leurs invendus, et ils ne nous règlent qu'après vente, à des prix spéciaux.*

Notre recensement

(suite)

Pas-de-Calais. — Comme dans le Nord, des militants dispersés. Mais moins nombreux que dans le Nord, encore qu'en 1933 nous ayons grimpé de 5 à 10. Parmi ces 10, des mineurs, des instituteurs. Dix abonnés dans le Pas-de-Calais, c'est vraiment peu !

Puy-de-Dôme. — Quinze abonnés, contre 12 au début de 1933. Nos amis instituteurs ne se bornent pas à nous rester fidèles, ils se préoccupent de nous faire progresser, et c'est à eux que nous devons cette avance.

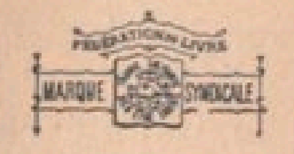
Basses-Pyrénées. — Situation sans changement à 7 abonnés au 31 décembre 1933. Mais, depuis, grâce à l'initiative d'une camarade de l'Enseignement, nous avons reçu avec plaisir 3 abonnements nouveaux.

Hautes-Pyrénées. — Un seul et vieil abonné.

Pyrénées-Orientales. — Nous sommes en baisse, à 3 abonnés au 31 décembre 1933 contre 5 au début de l'année. Nos amis instituteurs pensent-ils encore à nous ?

(à suivre)

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —